

T2

FINANCIÈRE CANACCORD INC.

Rapport du
deuxième trimestre
de 2011 aux
actionnaires

ANNONCE SES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

VANCOUVER, le 3 novembre 2010 – Les produits de Financière Canaccord Inc. pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 terminé le 30 septembre 2010 se sont établis à 149,3 millions \$, en hausse de 20,6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en baisse de 1,7 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net pour le deuxième trimestre s'est établi à 9,7 millions \$, en hausse de 44,0 % comparativement à un bénéfice net de 6,7 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 99,2 % par rapport au trimestre précédent. Le résultat par action (RPA) dilué pour le T2/11 a été de 0,12 \$, comparativement à un RPA dilué de 0,12 \$ au T2/10 et de 0,06 \$ au trimestre précédent. «Bien que nous ayons été encouragés par l'importante reprise des marchés au cours des deux derniers mois, la volatilité s'est accrochée durant la majeure partie des mois de juillet et d'août et a eu une incidence notable sur nos activités au deuxième trimestre, a déclaré Paul Reynolds, président et chef de la direction de Financière Canaccord Inc. Les clients continuent de manifester un intérêt marqué, et à mesure que les investisseurs et les sociétés émettrices reprendront confiance dans les marchés, l'environnement de la négociation et du financement de sociétés continuera de s'améliorer.»

COMPARAISON DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011 AVEC LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

- Produits de 149,3 millions \$, en hausse de 20,6 %, ou 25,6 millions \$, par rapport à 123,7 millions \$
- Charges de 135,3 millions \$, en hausse de 16,8 %, ou 19,4 millions \$, en regard de 115,9 millions \$
- Bénéfice net de 9,7 millions \$, comparativement à un bénéfice net de 6,7 millions \$
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 5,7 %, en baisse comparativement à 6,9 %¹
- RPA dilué de 0,12 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,12 \$

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{1,2}

- Charges de 133,5 millions \$, en hausse de 15,2 %, ou 17,6 millions \$, en regard de 115,9 millions \$
- Bénéfice net de 11,5 millions \$, comparativement à un bénéfice net de 6,7 millions \$
- RCP de 6,7 %, en baisse comparativement à 6,9 %^{1,3}
- RPA dilué de 0,14 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,12 \$

COMPARAISON DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011 AVEC LE PREMIER TRIMESTRE DE 2011

- Produits de 149,3 millions \$, en baisse de 1,7 %, ou 2,6 millions \$, par rapport à 151,9 millions \$
- Charges de 135,3 millions \$, en baisse de 6,5 %, ou 9,4 millions \$, contre 144,7 millions \$
- Bénéfice net de 9,7 millions \$, comparativement à un bénéfice net de 4,9 millions \$
- RCP de 5,7 %, en hausse par rapport à 3,7 %¹
- RPA dilué de 0,12 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,06 \$ au premier trimestre de 2011

¹ Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

² Éléments de la charge liée aux acquisitions relatifs à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Les chiffres du deuxième trimestre de 2011 comprennent l'amortissement d'actifs incorporels de 1,9 million \$. Les chiffres du premier semestre de l'exercice 2011 comprennent des coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement d'actifs incorporels de 3,3 millions \$.

³ Les chiffres relatifs au RCP qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions excluent seulement l'amortissement d'actifs incorporels de 1,9 million \$ inscrit au T2/11, les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement d'actifs incorporels de 1,4 million \$ comptabilisés au T1/11 et les coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ au T4/10.

TABLE DES MATIÈRES

Canaccord annonce ses résultats du deuxième trimestre	1	Bilans consolidés intermédiaires	26	États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	28
Lettre aux actionnaires	4	États des résultats consolidés intermédiaires	27	États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	29
Rapport de gestion	6	États du résultat étendu consolidés intermédiaires	28	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires	30

CANACCORD | Financière

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{1,2}

- Charges de 133,5 millions \$, en hausse de 1,0 %, ou 1,2 million \$, en regard de 132,3 millions \$
- Bénéfice net de 11,5 millions \$, comparativement à un bénéfice net de 13,9 millions \$
- RCP de 6,7 %, en baisse comparativement à 10,3 %^{1,3}
- RPA dilué de 0,14 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,18 \$ au premier trimestre de 2011

COMPARAISON DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2011 AVEC LE PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2010

(Six mois terminés le 30 septembre 2010 par rapport aux six mois terminés le 30 septembre 2009)

- Produits de 301,2 millions \$, en hausse de 15,3 %, ou 40,0 millions \$, par rapport à 261,2 millions \$
- Charges de 280,0 millions \$, en hausse de 18,0 %, ou 42,6 millions \$, en regard de 237,4 millions \$
- Bénéfice net de 14,6 millions \$, comparativement à un bénéfice net de 15,9 millions \$
- RCP de 4,7 %, en baisse par rapport à 8,3¹ %
- RPA dilué de 0,18 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,28 \$ au premier semestre de 2010

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{1,2}

- Charges de 265,8 millions \$, en hausse de 12,0 %, ou 28,4 millions \$, en regard de 237,4 millions \$
- Bénéfice net de 25,4 millions \$, comparativement à un bénéfice net de 15,9 millions \$
- RCP de 8,5 %, en hausse comparativement à 8,3 %^{1,3}
- RPA dilué de 0,32 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,28 \$ au premier semestre de 2010

SITUATION FINANCIÈRE À LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 636,9 millions \$, en baisse de 72,6 millions \$ contre 709,5 millions \$
- Fonds de roulement en hausse de 33,0 millions \$, passant de 307,2 millions \$ à 340,2 millions \$
- Total des capitaux propres de 679,3 millions \$, en hausse de 291,1 millions \$ par rapport à 388,2 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 8,03 \$ à la fin de la période, en hausse de 18,5 %, ou 1,25 \$, en regard de 6,78 \$¹
- Le 2 novembre 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 10 décembre 2010 aux actionnaires inscrits le 19 novembre 2010.

SOMMAIRE D'EXPLOITATION

Marchés des capitaux

- Canaccord Genuity a dirigé 26 opérations à l'échelle internationale pour mobiliser un produit total de 780,4 millions \$⁴ au cours du deuxième trimestre de 2011.
- Canaccord Genuity a participé à un total de 72 opérations à l'échelle internationale, mobilisant un produit total de 1,3 milliard \$⁴ au cours du deuxième trimestre de 2011.
- Au cours du deuxième trimestre de 2011, Canaccord Genuity a dirigé ou codirigé les opérations suivantes :
 - une opération de 300,0 millions \$ pour Primero Mining Corp. à la Bourse de croissance TSX
 - une opération de 92,6 millions \$ pour Artis Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto
 - une opération de 52,0 millions £ pour Aberdeen Latin American Income Fund Limited à la Bourse de Londres
 - une opération de 50,0 millions \$ pour Zodiac Exploration Corp. à la Bourse de croissance TSX
 - une opération de 44,8 millions \$ US pour APO Energy Inc. (société non inscrite en Bourse)
 - une opération de 47 millions \$ US sur le NASDAQ pour NPS Pharmaceuticals
 - une opération de 40,5 millions \$ pour Extorre Gold Mines Limited à la Bourse de Toronto
 - une opération de 40,3 millions \$ pour Pinecrest Energy Inc. à la Bourse de croissance TSX
- Canaccord Genuity a été conseiller pour huit opérations de fusions et acquisitions qui ont été conclues au cours du deuxième trimestre de 2011, notamment :
 - conseiller de SunOpta Inc. dans le cadre de la vente de SunOpta Bioprocess à Mascoma Corporation;
 - conseiller de Pure Technologies Ltd. dans le cadre de l'acquisition de Pressure Pipe Inspection Co.;
 - conseiller de Brett Resources dans le cadre de sa vente à Osisko Mining Corp.;
 - conseiller de Primero Mining Corp. dans le cadre de l'acquisition de la mine d'or et d'argent de San Dimas auprès de Goldcorp.
- Canaccord Genuity a réalisé 15 opérations de placement privé d'actions («PPA») en Amérique du Nord, ce qui lui a permis de mobiliser un produit de 222,4 millions \$ US au deuxième trimestre de 2011⁵.
- Canaccord Genuity s'est classée au premier rang pour la qualité des idées de placement de même que pour la qualité de la recherche pour les sociétés à faible capitalisation dans le cadre du sondage canadien 2010 mené par Brendan Wood International⁶.

Gestion du patrimoine

- Actifs sous administration de 13,9 milliards \$, en hausse de 22,0 % par rapport à 11,4 milliards \$ à la fin du T2/10, et en hausse de 10,3 % par rapport à 12,6 milliards \$ à la fin du T1/11¹.

¹ Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

² Éléments de la charge liée aux acquisitions relatifs à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Les chiffres du deuxième trimestre de 2011 comprennent l'amortissement d'actifs incorporels de 1,9 million \$. Les chiffres du premier semestre de l'exercice 2011 comprennent des coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement d'actifs incorporels de 3,3 millions \$.

³ Les chiffres relatifs au RCP qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions excluent seulement l'amortissement d'actifs incorporels de 1,9 million \$ inscrit au T2/11, les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement d'actifs incorporels de 1,4 million \$ comptabilisés au T1/11, et les coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ au T4/10.

⁴ Source : FP Infomart et données de la Société.

⁵ Source : Placement Tracker. Comprend des placements pour des sociétés constituées au Canada et aux États-Unis.

⁶ Brendan Wood International, *Institutional Equity Research, Sales and Trading Performance in Canada 2010 Report*.

- Actifs sous gestion de 473 millions \$, en hausse de 4,4 % par rapport à 453 millions \$ à la fin du T2/10, et en hausse de 9,7 % par rapport à 431 millions \$ à la fin du T1/11¹.
- Au 30 septembre 2010, Canaccord avait 280 équipes de conseillers⁷, en baisse de 54 par rapport à 334 équipes de conseillers au 30 septembre 2009, et de 10 en regard de 290 équipes de conseillers au 30 juin 2010.
 - Cette baisse est en grande partie attribuable à une révision stratégique continue de notre division Gestion du patrimoine et à la conversion de succursales à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante, où chaque succursale est dirigée par un conseiller en placement et représente une équipe de conseillers.
- Au cours du T2/11, Gestion du patrimoine Canaccord a fermé sa succursale située à Orangeville (Ontario), qui était convertie à la plateforme de GPI.
- Le 24 août 2010, Gestion du patrimoine Canaccord a accru son offre de services grâce au lancement des *Solutions philanthropiques CC*, qui fournissent aux clients une façon économique et fiscalement avantageuse d'intégrer les dons de charité à leur plan successoral global.

Événements survenus après le 30 septembre 2010

- Le 1^{er} novembre 2010, la succursale de Gestion du patrimoine Canaccord située à Prince George a été convertie à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.
- Gestion du patrimoine Canaccord compte maintenant 30 bureaux au Canada, dont 11 succursales converties à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.

Mesures non conformes aux PCGR

Les mesures non conformes aux PCGR présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres et des chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du rendement financier de Canaccord et les mesures respectives non conformes aux PCGR du rendement financier doivent être parallèlement prises en compte.

¹ Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

⁷ Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

Au cours des deux derniers mois, l'activité des marchés et le rendement boursier ont affiché un important regain. Cette situation est particulièrement encourageante, car habituellement le mois de septembre se caractérise par des rendements plus faibles. Malgré cela, l'amélioration des conditions de marché n'a pas reflété notre rendement des deux premiers mois du deuxième trimestre. Après un été exceptionnellement lent, marqué par la grande incertitude des investisseurs et des émetteurs, Financière Canaccord a affiché des résultats relativement bons pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010, en plus de clôturer le trimestre sur une lancée pour l'ensemble de ses activités. De plus, l'intégration des équipes, des installations et des relations clients de Canaccord Genuity s'est très bien déroulée et commence à révéler les solides synergies des marchés des capitaux que nous attendions de l'acquisition.

Totalisant 149,3 millions \$, les produits pour les trois mois terminés le 30 septembre 2010 ont enregistré une hausse de 20,6 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net a progressé de 44 % pour atteindre 9,7 millions \$, tandis que le résultat dilué par action est demeuré stable à 0,12 \$, en raison de l'émission d'actions au premier trimestre de 2011 dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity («Genuity»). Le RPA dilué a doublé en regard du dernier trimestre, alors que la plupart des charges relatives à l'acquisition de Genuity avaient été engagées.

L'amortissement des actifs liés à l'acquisition de Genuity a atteint un sommet au deuxième trimestre de l'exercice 2011, entraînant des coûts liés aux acquisitions de 1,9 million \$. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le bénéfice net du trimestre s'est établi à 11,5 millions \$ comparativement à 6,7 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent et à 13,9 millions \$ au premier trimestre de 2011. Dans la même veine, le RPA dilué pour le trimestre a été de 0,14 \$, en hausse de 17 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, mais en baisse de 22 % en regard du trimestre précédent. Le bénéfice net a bondi de 60 % au premier semestre de 2011 par rapport au premier semestre de 2010.

Dans le cadre de notre engagement continu à l'égard de la limitation des coûts, nous sommes en train de mettre en œuvre nombre de nouvelles initiatives visant à améliorer l'efficacité opérationnelle de Canaccord. Grâce à ces initiatives, nous devrions réaliser des économies de coûts pouvant atteindre 20 millions \$, qui nous aideront à nous rapprocher de notre cible à long terme en matière de rendement des capitaux propres. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le RCP annualisé du deuxième trimestre de 2011 s'est fixé à 6,7 % comparativement à 6,9 % pour le deuxième trimestre de 2010. Il importe de souligner que nous disposons toujours d'une trésorerie et d'un fonds de roulement très solides.

CANACCORD GENUITY

La recrudescence des activités de Canaccord Genuity en septembre n'a pas été suffisante pour totalement compenser l'incertitude du marché qui a influé sur l'ensemble du secteur à l'été 2010. Néanmoins, Canaccord Genuity a dirigé 26 opérations à l'échelle internationale au cours du trimestre, mobilisant un produit total de plus de 780 millions de dollars. Les produits de la division pour les trois mois terminés le 30 septembre 2010 ont glissé de 3 % pour s'établir à 97 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011, alors que nous avons réalisé l'acquisition de Genuity. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions engagés au premier trimestre, le bénéfice d'exploitation du deuxième trimestre de Canaccord Genuity, avant les imputations de coûts intersectoriels, a baissé de 18 % en regard du premier trimestre pour s'établir à 21,2 millions \$. Les produits du deuxième trimestre tirés des services de consultation en matière de fusions et d'acquisitions ont reculé pour se fixer à 13 millions \$. Cela dit, nous avons connu une reprise de l'activité en septembre et plusieurs opérations d'envergure ont été inscrites tout de suite après la fin du trimestre.

Au Canada, l'équipe de Canaccord Genuity a travaillé avec ardeur pour conclure des opérations qui ont pu être réalisées dans des conditions de marché difficiles. Les avantages découlant de l'acquisition de Genuity se font sentir auprès de bon nombre de nos clients des services de consultation. SunOpta Inc. et Pure Technologies Ltd., deux sociétés que nous avons conseillées au cours du trimestre, représentent très bien la valeur que nous avons été en mesure d'ajouter à nos relations clients préexistantes grâce à notre nouvelle plateforme combinée. Nous sommes aussi sortis de nos créneaux traditionnels que sont les secteurs des mines et de l'énergie pour réaliser des opérations pour des clients œuvrant dans les secteurs de l'immobilier, des sciences de la vie et des technologies. Le placement secondaire réalisé pour Artis Real Estate Investment Trust au cours du trimestre est un bon exemple de notre diversification sectorielle et de la solidité de nos relations clients. Représentant 93 millions \$, ce placement est le cinquième que nous avons dirigé ou codirigé pour ce client depuis janvier 2010, portant à 375 millions \$ la valeur totale des capitaux mobilisés pour Artis cette année.

Nous sommes très satisfaits de la forte croissance des produits provenant de nos bureaux de négociation dans toutes les régions géographiques, qui surpasse même celle de nombreux concurrents. Au Canada, nos solides relations clients continuent de favoriser des gains de parts de marché à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX depuis l'intégration de Canaccord Genuity. Notre capacité d'accroître nos activités de placeur pour compte dans des marchés difficiles est le fait d'une excellente exécution jumelée à des idées novatrices. Nous sommes donc très heureux de nous classer parmi les meilleures sociétés pour la qualité des idées de placement et pour la qualité de la recherche pour les sociétés à faible capitalisation selon le rapport *Institutional Equity Research, Sales and Trading Performance in Canada 2010 Report* de Brendan Woods. Aussi selon ce rapport, trois de nos analystes se classent aux trois premiers rangs, notamment Mario Mendonca, premier au Canada pour la couverture des sociétés d'assurance et deuxième pour la couverture des banques.

Si, au cours du deuxième trimestre, l'incertitude des investisseurs aux États-Unis a pesé sur les produits tirés du financement de sociétés et des services de consultation par rapport au trimestre précédent, nos activités de placeur pour compte aux États-Unis ont continué d'enregistrer une hausse et des gains de parts de marché malgré la baisse de l'ensemble des volumes à l'échelle du secteur. Nous continuons aussi d'accroître notre groupe de recherche sur les actions grâce à deux autres ajouts importants au groupe du secteur des technologies. En août, notre équipe aux États-Unis a tenu la 30^e *Global Growth Conference* de Canaccord, à Boston, qui a remporté un vif succès. Avec plus de 1 300 participants inscrits, dont 524 investisseurs institutionnels, il s'agit d'un taux de participation record pour les sociétés et les clients. Fait remarquable à souligner, notre équipe a animé près de 600 réunions sur le financement de sociétés et tenu plus de 3 000 rencontres individuelles pour nos clients en un peu plus de trois jours. Nos clients sont toujours impressionnés non seulement par la qualité des occasions que leur permet de dénicher la conférence, mais aussi par les relations d'affaires qu'ils peuvent y nouer.

Nos activités au Royaume-Uni demeurent l'un des principaux facteurs qui contribuent à la plateforme mondiale de Canaccord. La croissance robuste des produits au deuxième trimestre témoigne des progrès importants réalisés dans une conjoncture toujours pénible par notre équipe au Royaume-Uni. Plus récemment, celle-ci a dirigé un placement complémentaire de 206 millions £ pour Rockhopper Exploration, opération qui sera comptabilisée au troisième trimestre. Les produits tirés des commissions ayant bondi de 61 % au premier semestre de 2011 par rapport au premier semestre de 2010, nous sommes très heureux que les investissements dans nos bureaux de vente et de négociation au Royaume-Uni commencent à dégager les résultats attendus.

GESTION DU PATRIMOINE CANACCORD

Les marchés boursiers incertains et volatils ont réfréné l'activité des investisseurs pendant la majeure partie du deuxième trimestre de 2011. Totalisant 44,5 millions \$, les produits de Gestion du patrimoine Canaccord ont enregistré une hausse de 11 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, mais une baisse de 5,7 % par rapport au trimestre précédent. Compte tenu des imputations de coûts intersectoriels, la division a affiché une perte de 4 millions \$ comparativement à une perte de 3,3 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent et à une perte de 1,9 million \$ au premier trimestre de 2011.

Le réaligement de nos activités de gestion du patrimoine est au cœur des stratégies de Canaccord. Toutefois, nous devons clairement redoubler d'efforts pour abaisser le seuil de rentabilité de la division afin de la rendre autonome. Nous prévoyons qu'environ 10 millions \$ des économies de coûts qui devraient découler de nos initiatives actuelles de limitation des coûts proviendront des modifications visant à accroître l'efficacité opérationnelle de Gestion du patrimoine Canaccord. Dans cette optique, nous avons récemment nommé Tanya Bird au poste de chef de l'exploitation de la division. M^{me} Bird aura pour mandat d'accroître la productivité de nos activités de gestion du patrimoine et de mettre en œuvre des stratégies visant à améliorer l'expérience client.

PERSPECTIVES

Les conditions de marchés difficiles auxquelles nous-mêmes et d'autres sociétés nous sommes heurtées pendant une bonne partie de l'été ont fait place à un regain des marchés en septembre qui a permis à Canaccord de dégager des profits pour l'ensemble de ses régions géographiques. Cette lancée se poursuivra au troisième trimestre, créant un vent d'optimisme, quoique prudent, à l'égard des prochains mois. Nous sommes particulièrement satisfaits de l'intégration réussie des équipes des marchés des capitaux de Canaccord Genuity et des premières synergies qui se dessinent entre nos compétences et nos relations clients. Nous avons amorcé le troisième trimestre avec de solides possibilités et le vent en poupe dans l'ensemble de nos divisions.

Dans le contexte économique actuel, nous entrevoyons de formidables possibilités de croissance, particulièrement dans des nouveaux marchés. D'importantes possibilités s'offrent à nous en Asie, lesquelles nous permettraient de tirer parti de nos principales forces, de nos solides relations clients et de notre intérêt envers les sociétés en croissance. Plus particulièrement, la Chine a grandement besoin d'expertise dans des domaines où nous exerçons un leadership de marché, surtout dans les secteurs des mines, de l'énergie et des technologies propres. Nous travaillons activement à l'exploration de plusieurs possibilités qui faciliteraient considérablement notre accès au marché chinois de même que notre présence dans cet important marché de croissance. Nous espérons être en mesure de partager avec vous notre stratégie visant l'Asie dans un proche avenir et sommes enthousiastes à l'idée de vous en présenter les avantages au cours des prochains mois.



PAUL D. REYNOLDS

Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Deuxième trimestre de l'exercice 2011, périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2010 – document daté du 3 novembre 2010

Le rapport de gestion suivant de Financière Canaccord Inc. (Canaccord ou la Société) vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2010 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2010 sont aussi désignées par les termes «deuxième trimestre de 2011», «T2/11», «deuxième trimestre de l'exercice 2011» et «premier semestre de l'exercice 2011». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2010, qui commencent à la page 26 du présent rapport, la notice annuelle datée du 19 mai 2010 et le rapport de gestion annuel de 2010, y compris les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 («états financiers consolidés annuels vérifiés»), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 19 mai 2010 («rapport annuel»). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2010, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière présentée dans le présent document est préparée selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada, à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les états financiers consolidés annuels vérifiés préparés selon les PCGR du Canada.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes ou les croyances de la direction à l'égard des événements futurs, dont la situation des affaires et la conjoncture économique, et de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention de», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés à www.sedar.com. Ces énoncés prospectifs sont faits en date du présent rapport et ne seront pas mis à jour ou révisés, à moins que les lois applicables l'exigent.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure du rendement. La Société utilise également comme mesure du rendement la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres moins les actions privilégiées pouvant être rachetées, divisé par le nombre dilué d'actions en circulation.

Les actifs sous administration («ASA») et les actifs sous gestion («ASG») représentent des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur Services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion du patrimoine Canaccord. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CC* et *Compte géré CC*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

Les éléments tirés des états financiers qui ne comprennent pas les éléments de la charge liée aux acquisitions sont des mesures non conformes aux PCGR. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent les coûts d'acquisition et l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition de Genuity.

Les mesures non conformes aux PCGR présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres et des chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du rendement financier de Canaccord et les mesures respectives non conformes aux PCGR du rendement financier doivent être parallèlement prises en compte.

VUE D'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion du patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 38 bureaux à l'échelle mondiale, dont 30 bureaux Gestion du patrimoine situés au Canada. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et à la Barbade.

Financière Canaccord Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF à l'AIM, branche de la Bourse de Londres.

Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés boursiers nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

L'effondrement soudain des marchés en mai a fait en sorte que des investisseurs professionnels et non professionnels ont continué de se tenir visiblement à l'écart en juillet et en août. L'activité sur les marchés boursiers a nettement ralenti et n'a pas reflété l'accroissement des prix accrus des matières sensibles aux fluctuations économiques. Les investisseurs individuels ont continué de réduire leur participation dans les fonds communs d'actions pour se tourner vers les instruments de créance et les fonds axés sur les titres de créance.

Les fluctuations des devises ont fortement influé sur les variations de tous les marchés. La dépréciation de l'euro au premier trimestre de l'exercice 2011 a été assortie d'une chute tout aussi marquée du dollar américain au deuxième trimestre de l'exercice 2011. Les craintes d'une forte détérioration de l'économie américaine ont donné lieu à d'importantes augmentations des prix des marchandises.

Les données économiques publiées au cours du trimestre ont lancé des messages variés, mais la faible croissance de l'emploi est demeurée un thème constant. Les perspectives de croissance économique ont été révisées à la baisse pour l'année civile 2010 par les banques centrales des pays développés.

En septembre, l'environnement de placement a pris un virage positif alors que des fonds non investis ont été redéployés sur les marchés boursiers. Bien que, généralement, les pires rendements boursiers soient dégagés en septembre, cette année, le mois de septembre a été le plus performant depuis 1939. L'indice de référence S&P 500 a d'ailleurs gagné 8,8 % en septembre. Aussi, les sociétés mobilisant plus de capitaux, les activités de fusion et d'acquisition ont commencé à reprendre au cours du mois.

Les pays producteurs de marchandises sont devenus des cibles de placement privilégiées. Les transactions des petites entreprises du secteur des ressources ont enregistré une croissance considérable sur le plan de la valeur et des volumes. Grâce aux liquidités nouvellement injectées sur les marchés, tous les prix ont augmenté, à l'exception de celui des maisons dans les pays développés où une telle hausse s'imposait, l'investissement dans le marché immobilier demeurant incertain en l'absence d'une croissance de l'emploi. À la fin septembre, les instruments à taux d'intérêt ont offert peu d'occasions de réaliser d'autres gains en capital. La volatilité du marché des changes a rendu difficile les décisions à long terme, et les actions et les marchandises sont devenues les choix de placement par défaut. Cette tendance devrait se maintenir au troisième trimestre de l'exercice 2011.

Données sur le marché

Comparativement au trimestre précédent et au trimestre correspondant du dernier exercice, la valeur du financement a reculé sur l'AIM et le NASDAQ, et les opérations de financement ont nettement baissé à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX.

Dans les principaux secteurs d'activité à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, la valeur du financement a fléchi de 48 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 18 % par rapport au trimestre précédent. Le secteur minier a accusé le recul de plus important, tandis que le secteur des technologies a enregistré une hausse marquée par rapport au trimestre précédent.

La valeur du financement dans nos principaux secteurs d'activité sur l'AIM a chuté de plus de 50 % comparativement au trimestre précédent sous l'effet d'une baisse des activités de financement dans tous les secteurs à l'exception de celui des technologies.

Valeur totale du financement par Bourse

	Juillet 2010	Août 2010	Septembre 2010	T2 de l'exercice 2011	Variation par rapport au T2 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T1 de l'exercice 2011
Bourse de Toronto et Bourse de croissance						
TSX (en milliards de \$ CA)	3,3	2,5	2,3	8,1	(59,3) %	(44,1) %
AIM (en milliards de £)	0,6	0,3	0,4	1,3	(13,3) %	(13,3) %
NASDAQ (en milliards de \$ US)	1,1	4,0	3,0	8,1	(60,3) %	(10,0) %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur l'AIM

(en millions de £, sauf les pourcentages)	Juillet 2010	Août 2010	Septembre 2010	T2 de l'exercice 2011	Variation par rapport au T2 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T1 de l'exercice 2011
Pétrole et gaz	191,8 £	104,3 £	52,1 £	348,2 £	6,9 %	(26,3) %
Mines	24,8	20,4	89,7	134,9	(35,2) %	(76,9) %
Produits pharmaceutiques et biotechnologie	2,3	0,9	0,1	3,3	(89,3) %	(85,8) %
Médias	3,2	0,3	–	3,5	(93,4) %	(30,0) %
Technologie	10,6	7,5	13,8	31,9	(15,8) %	15,2 %
Total pour les secteurs pertinents	232,7 £	133,4 £	155,7 £	521,8 £	(20,4) %	(53,1) %

Source : Statistiques LSE AIM

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX

(en millions de \$, sauf les pourcentages)	Juillet 2010	Août 2010	Septembre 2010	T2 de l'exercice 2011	Variation par rapport au T2 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T1 de l'exercice 2011
Pétrole et gaz	878,1 \$	964,2 \$	284,0 \$	2 126,3 \$	(6,3) %	(42,7) %
Mines	722,1	554,7	270,1	1 546,9	(76,0) %	(6,9) %
Biotechnologie	–	42,0	7,4	49,4	négl.	(7,0) %
Médias	200,0	–	–	200,0	247,8 %	négl.
Technologie	686,0	5,5	–	691,5	négl.	268,4 %
Total pour les secteurs pertinents	2 486,2 \$	1 566,4 \$	561,5 \$	4 614,1 \$	(47,6) %	(18,1) %

Source : FP Infomart
négl. : négligeable

Activités de Canaccord

Les activités de Financière Canaccord Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion du patrimoine Canaccord. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits bancaires de placements complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions du marché intermédiaire partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 760 sociétés dans nos secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, agriculture et fertilisants, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation, immobilier, infrastructures, transport et développement durable.
- Notre bureau de vente et de négociation exécute les opérations en temps voulu pour plus de 2 000 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionne comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à notre effectif de plus de 135 spécialistes en financement de sociétés, Canaccord Genuity fait bénéficier ses clients de sa connaissance approfondie du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord.

Gestion du patrimoine Canaccord

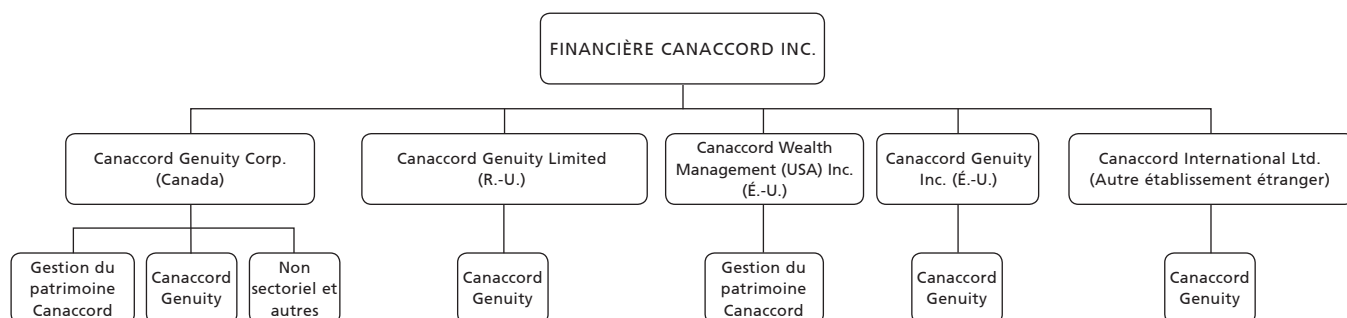
Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, Gestion du patrimoine Canaccord offre des solutions et des services complets de gestion du patrimoine. Nous sommes conscients que la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients nécessite les services d'équipes de conseillers chevronnés qui peuvent proposer des services financiers sur mesure et des idées qui répondent aux besoins des clients. Bon nombre de nos conseillers en placement ont obtenu des titres professionnels supérieurs liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou gestionnaire des placements agréé. Nous continuons d'offrir à nos conseillers l'aide de spécialistes en planification financière et en assurance ainsi que les technologies de pointe et des occasions de formation continue.

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits et les charges liés à l'offre de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise



RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS**Sommaire des données du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011^{1,4}**

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre			Variation par rapport au T2 de l'exercice 2010	Six mois terminés les 30 septembre			Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009	2008		2010	2009	2008	
Financière Canaccord Inc.								
Produits								
Commission	63 002 \$	56 628 \$	60 630 \$	11,3 %	125 258 \$	112 084 \$	132 626 \$	11,8 %
Financement de sociétés	51 236	32 366	27 894	58,3 %	107 137	78 956	78 883	35,7 %
Honoraires de consultation	13 215	15 254	6 130	(13,4) %	33 936	24 550	31 288	38,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	9 597	11 589	87	(17,2) %	15 555	23 059	5 998	(32,5) %
Intérêts	5 436	3 121	11 734	74,2 %	8 580	6 597	24 063	30,1 %
Divers	6 799	4 786	4 354	42,1 %	10 736	15 961	10 679	(32,7) %
Total des produits	149 285 \$	123 744 \$	110 829 \$	20,6 %	301 202 \$	261 207 \$	283 537 \$	15,3 %
Charges								
Rémunération au rendement	71 823	63 966	50 977 \$	12,3 %	144 914 \$	132 429	133 704	9,4 %
Charges de personnel	16 322	13 983	14 195	16,7 %	32 138	27 785	29 638	15,7 %
Autres charges indirectes ²	47 201	37 934	50 633	24,4 %	91 988	77 137	101 642	19,3 %
Coûts liés aux acquisitions	–	–	–	–	10 990	–	–	négl.
Total des charges	135 346 \$	115 883 \$	115 805 \$	16,8 %	280 030 \$	237 351 \$	264 984 \$	18,0 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices								
	13 939	7 861	(4 976)	77,3 %	21 172	23 856	18 553	(11,3) %
Bénéfice net (perte nette)	9 711	6 746	(5 398)	44,0 %	14 586	15 858	11 061	(8,0) %
Résultat par action – dilué	0,12	0,12	(0,11)	–	0,18	0,28	0,21	(35,7) %
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires								
	5,7 %	6,9 %	(5,0) %	(1,2)p.p.	4,7 %	8,3 %	5,3 %	(3,6)p.p.
Dividendes par action	0,05	0,05	–	–	0,10	0,05	0,125	100,0 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée								
	8,03	6,78	7,15	18,5 %	8,03	6,78	7,15	18,5 %
Total de l'actif	5 274 244	3 407 005	1 942 070	54,8 %	5 274 244	3 407 005	1 942 070	54,8 %
Total du passif	4 594 972	3 018 780	1 527 762	52,2 %	4 594 972	3 018 780	1 527 762	52,2 %
Total des capitaux propres	679 272	388 225	414 308	75,0 %	679 272	388 225	414 308	75,0 %
Nombre d'employés	1 631	1 539	1 688	6,0 %	1 631	1 539	1 688	6,0 %
Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions³								
Total des charges	133 519	115 883	115 805	15,2 %	265 774	237 351	264 984	12,0 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices								
	15 766	7 861	(4 976)	100,6 %	35 428	23 856	18 553	48,5 %
Bénéfice net (perte nette)	11 538	6 746	(5 398)	71,0 %	25 432	15 858	11 061	60,4 %
Résultat par action – dilué	0,14	0,12	(0,11)	16,7 %	0,32	0,28	0,21	14,3 %

1 Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, le nombre d'employés et les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions.

2 Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

3 Les éléments de la charge liée aux acquisitions du deuxième trimestre de 2011 comprennent l'amortissement des actifs incorporels de 1,9 million \$ relatif à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Les éléments de la charge liée aux acquisitions du premier semestre de 2011 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels de 3,3 millions \$ relatifs à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity.

4 Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de la réalisation, soit le 23 avril 2010.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Répartition géographique des produits pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011¹

(en milliers de \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Canada	109 493 \$	79 190 \$	38,3 %	218 411 \$	167 124 \$	30,7 %
Royaume-Uni	18 338	13 774	33,1 %	34 783	34 700	0,2 %
États-Unis	21 093	30 137	(30,0) %	47 799	57 316	(16,6) %
Autre établissement étranger	361	643	(43,9) %	209	2 067	(89,9) %
Total	149 285 \$	123 744 \$	20,6 %	301 202 \$	261 207 \$	15,3 %

1 Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique Activités de Canaccord à la page 8.

Produits**Comparaison du deuxième trimestre de 2011 avec le deuxième trimestre de 2010**

Sur une base consolidée, les produits sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et diverses sources. Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010 se sont élevés à 149,3 millions \$, une augmentation de 20,6 %, ou 25,6 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, les produits tirés des commissions ont augmenté de 6,4 millions \$ pour s'établir à 63,0 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent. L'apport de Canaccord Genuity à cette augmentation s'est chiffré à 3,9 millions \$ et celui Gestion du patrimoine Canaccord, à 2,5 millions \$.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 51,2 millions \$, en hausse de 18,9 millions \$, ou 58,3 %, en raison surtout d'une reprise de l'activité sur les marchés des capitaux au Canada. Les produits tirés des honoraires de consultation se sont établis à 13,2 millions \$, en baisse de 2,0 millions \$ ou 13,4 %. Cette baisse est essentiellement attribuable à la détérioration des conditions de marché de nos activités aux États-Unis et a été en partie annulée par une hausse des produits tirés de nos activités au Canada grâce au rendement accru de nos segments-cibles et à l'acquisition de Genuity.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont été de 9,6 millions \$, en baisse de 2,0 millions \$, ou 17,2 %, surtout du fait des gains de négociation moins élevés dans le secteur Gestion du patrimoine Canaccord et d'un fléchissement des activités sur les marchés des capitaux au Canada et au Royaume-Uni, contrebalancés par un rendement accru du groupe Revenu fixe.

Les intérêts créditeurs ont atteint 5,4 millions \$, soit une augmentation de 2,3 millions \$, ou 74,2 %, qui s'explique par des taux d'intérêt plus élevés et des intérêts créditeurs additionnels gagnés par le groupe Revenu fixe au deuxième trimestre de 2011. Les produits divers ont été de 6,8 millions \$, une hausse de 2,0 millions \$, ou 42,1 %, du fait principalement d'une augmentation des gains de change réalisés pour le trimestre comparativement à la même période de l'exercice précédent.

Au Canada, les produits du deuxième trimestre ont été de 109,5 millions \$, soit 30,3 millions \$, ou 38,3 %, de plus qu'au deuxième trimestre de l'exercice précédent. En dépit de conditions de marché difficiles, les produits d'exploitation au Canada se sont améliorés grâce à une croissance importante des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation.

Les produits au Royaume-Uni ont atteint 18,3 millions \$, en hausse de 4,6 millions \$, ou 33,1 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent en raison de l'accroissement des activités de financement au Royaume-Uni ainsi que de l'apport de la nouvelle équipe de négociation embauchée dans les activités au Royaume-Uni. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger se sont établis à 0,4 million \$, une baisse de 0,3 million \$.

Aux États-Unis, les produits se sont établis à 21,1 millions \$, soit 9,0 millions \$, ou 30,0 %, de moins qu'au deuxième trimestre de 2010, ce qui s'explique par le fléchissement de l'activité dans le secteur des appels publics à l'épargne et des placements privés ainsi que de la consultation.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2011 avec le premier semestre de l'exercice 2010

Malgré le contexte économique incertain, les produits pour le semestre terminé le 30 septembre 2010 ont atteint 301,2 millions \$, soit 40,0 millions \$, ou 15,3 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, grâce à l'acquisition de Genuity et à la recrudescence des activités dans nos segments-cibles. Les activités de négociation de Gestion du patrimoine Canaccord et de Canaccord Genuity ont connu un regain par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par une hausse de 11,8 % des produits tirés des commissions de la Société, lesquels se sont établis à 125,3 millions \$.

En expansion, le secteur des marchés des capitaux de la Société a contribué à l'augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation. S'établissant à 107,1 millions \$, les produits tirés du financement de sociétés ont été plus élevés de 28,2 millions \$, ou 35,7 %, et les produits tirés des honoraires de consultation se sont accrus de 9,4 millions \$, ou 38,2 %, pour atteindre 33,9 millions \$.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont baissé de 7,5 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent pour s'établir à 15,6 millions \$. Comme il a été susmentionné, des gains de négociation moins élevés dans les activités au Canada et au Royaume-Uni ont pesé sur les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par le rendement accru du groupe Revenu fixe.

Les intérêts créditeurs se sont établis à 8,6 millions \$, soit une augmentation de 30,1 % qui s'explique par des taux d'intérêt plus élevés et des intérêts créditeurs gagnés par le groupe Revenu fixe. Les autres produits ont reculé de 5,2 millions \$ pour s'établir à 10,7 millions \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2011, dans une large mesure sous l'effet de gains de change moins élevés. Le premier trimestre de l'exercice 2010 a enregistré des fluctuations marquées des taux de change, ce qui a donné lieu à des gains de change exceptionnellement élevés au cours du trimestre qui ne se sont pas reproduits dans le marché des changes moins volatil du deuxième trimestre de 2011.

Depuis le début de l'exercice, les produits au Canada ont été de 218,4 millions \$, une augmentation de 51,3 millions \$, ou 30,7 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les produits au Royaume-Uni sont demeurés relativement stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, totalisant 34,8 millions \$. Aux États-Unis, les produits se sont établis à 47,8 millions \$, en baisse de 9,5 millions \$, ou 16,6 %, en regard du premier semestre de l'exercice 2010. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger ont été de 0,2 million \$ par rapport à 2,1 millions \$ pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2009. En dépit des conditions de marché difficiles, comme en témoigne la baisse des produits aux États-Unis, le total des produits a enregistré une hausse, attisé par la croissance des activités de financement de sociétés et des honoraires de consultation, de même que par l'augmentation des produits découlant du secteur Gestion du patrimoine Canaccord.

Pourcentage des charges par rapport aux produits

En points de pourcentage	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Rémunération au rendement	48,1 %	51,7 %	(3,6) p.p.	48,1 %	50,7 %	(2,6) p.p.
Charges de personnel	10,9 %	11,3 %	(0,4) p.p.	10,7 %	10,6 %	0,1 p.p.
Autres charges indirectes ¹	31,6 %	30,7 %	0,9 p.p.	34,2 %	29,5 %	4,7 p.p.
Total	90,6 %	93,7 %	(3,1) p.p.	93,0 %	90,8 %	2,2 p.p.

¹ Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p.p. : points de pourcentage

Charge de rémunération

Comparaison du deuxième trimestre de 2011 avec le deuxième trimestre de 2010

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010, les charges ont été de 135,3 millions \$, en hausse de 16,8 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 71,8 millions \$ pour le trimestre, une hausse de 7,9 millions \$, ou 12,3 %, correspondant à l'augmentation nette des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La rémunération au rendement consolidée en pourcentage du total des produits a été de 48,1 %, soit une baisse de 3,6 points de pourcentage reflétant les efforts soutenus déployés par la Société pour surveiller la structure de rémunération au rendement en vue de maximiser la valeur pour les actionnaires. En outre, le reclassement de recouvrements de charges dans les comptes de rémunération a contribué à la baisse. Au deuxième trimestre de 2011, les charges de personnel ont atteint 16,3 millions \$, soit une hausse de 16,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent qui s'explique en grande partie par l'accroissement de l'effectif ainsi que par le reclassement de certains frais, soit des frais de développement aux charges de personnel.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires) en pourcentage des produits consolidés a atteint 59,0 % au deuxième trimestre de 2011, soit 3,9 points de pourcentage de moins que le pourcentage de 63,0 % enregistré au deuxième trimestre de 2010. Comme il a été indiqué ci-dessus, cette baisse est principalement attribuable aux efforts déployés par la Société pour surveiller la structure de rémunération en vue de maximiser la valeur pour les actionnaires.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2011 avec le premier semestre de l'exercice 2010

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, les charges ont été de 280,0 millions \$, une hausse de 42,7 millions \$, ou 18,0 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement s'est établie à 144,9 millions \$, en hausse de 9,4 %, ce qui reflète l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement consolidée en pourcentage du total des produits a été de 48,1 %, une baisse de 2,6 points de pourcentage qui tient surtout à la surveillance du ratio de rémunération au rendement et au reclassement de recouvrements de charges dans les comptes de rémunération.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les charges de personnel ont totalisé 32,1 millions \$, une augmentation de 15,7 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent pour les raisons mentionnées plus haut. Le total de la charge de rémunération (rémunération au rendement et salaires) en pourcentage des produits consolidés a été de 58,8 %, une diminution de 2,5 points de pourcentage par rapport à 61,3 % pour le premier semestre de l'exercice précédent.

Autres charges indirectes

(en milliers de \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Frais de négociation	7 241 \$	7 002 \$	3,4 %	14 946 \$	14 326 \$	4,3 %
Locaux et matériel	6 640	6 104	8,8 %	12 678	11 986	5,8 %
Communications et technologie	6 779	5 245	29,2 %	13 048	10 734	21,6 %
Intérêts	1 673	492	240,0 %	2 289	1 337	71,2 %
Frais d'administration	15 990	11 698	36,7 %	31 781	23 586	34,7 %
Amortissement ¹	3 706	1 906	94,4 %	6 990	3 827	82,6 %
Coûts liés aux acquisitions	5 172	5 487	(5,7) %	10 256	11 341	(9,6) %
Total des autres charges indirectes	47 201 \$	37 934 \$	24,4 %	91 988 \$	77 137 \$	19,3 %

¹ Comprend l'amortissement des actifs incorporels lié à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity d'un montant de 1,9 million \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010 et de 3,3 millions \$ pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010.

Autres charges indirectes**Comparaison du deuxième trimestre de 2011 avec le deuxième trimestre de 2010**

Les autres charges indirectes ont augmenté de 9,3 millions \$, ou 24,4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour s'établir à 47,2 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2011, surtout en raison de l'accroissement des frais d'administration de 4,3 millions \$, de l'augmentation de la dotation aux amortissements de 1,8 million \$, de la montée des frais liés aux communications et à la technologie de 1,5 million \$ et de la hausse des intérêts débiteurs de 1,2 million \$.

Certaines charges ont été reclassées au cours du trimestre, ce qui a entraîné une baisse de la charge de rémunération au rendement, contrebalancée par une hausse des frais de promotion et de déplacement et des frais liés aux communications et à la technologie. La Société recouvre certaines charges des comptes de rémunération qui avaient été déduites des frais précités aux périodes précédentes. À compter du premier trimestre de 2011, ces recouvrements se sont reflétés dans la charge de rémunération au rendement, donnant lieu à une diminution de celle-ci. Le reclassement explique en grande partie l'augmentation de 1,4 million \$ des frais de promotion et de déplacement et l'accroissement de 1,5 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie.

Le principal facteur ayant contribué à la montée des frais d'administration a été l'augmentation des frais de promotion et de déplacement par suite du reclassement susmentionné. L'accroissement de 1,1 million \$ de la provision pour pertes sur créances s'explique par des recouvrements de 0,8 million \$ dans le secteur Gestion du patrimoine Canaccord au deuxième trimestre de 2010 qui ne se sont pas reproduits au deuxième trimestre de 2011. Le reste de la montée des frais d'administration peut être attribuée aux dépenses relatives aux nouveaux documents marketing, aux règlements avec les clients et aux honoraires professionnels engagés au deuxième trimestre de 2011.

La dotation aux amortissements s'est accrue du fait de l'amortissement de 1,9 million \$ des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Les intérêts créditeurs ont augmenté de 1,2 million \$, en raison des taux d'intérêt plus élevés et des intérêts créditeurs additionnels engagés par le groupe Revenu fixe.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2011 avec le premier semestre de l'exercice 2010

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2010, les autres charges indirectes ont augmenté de 14,9 millions \$, ou 19,3 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour s'établir à 92,0 millions \$. Les principaux facteurs ayant contribué à cette augmentation sont des hausses des frais d'administration, de la dotation aux amortissements et des frais liés aux communications et à la technologie.

Les frais d'administration ont grimpé de 8,2 millions \$, essentiellement sous l'effet de la montée de 4,1 millions \$ des frais de promotion et de déplacement résultant du reclassement susmentionné. En outre, les frais de bureau se sont accrus de 1,3 million \$, du fait surtout de l'impression de nouveaux documents marketing. Les frais liés aux règlements avec les clients ont été plus élevés de 1,1 million \$. Conformément à sa politique en matière de constitution de provisions à l'égard des soldes non garantis, la Société a constaté une provision pour pertes sur créances additionnelle de 1,0 million \$ au premier semestre de 2011 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le reste de l'augmentation des charges indirectes est attribuable à la hausse de 3,3 millions \$ de l'amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Le reclassement de certains recouvrements mentionné ci-dessus a aussi donné lieu à l'accroissement des frais liés aux communications et à la technologie.

Les intérêts débiteurs ont aussi augmenté de 1,0 million \$ en raison des activités dans le groupe Revenu fixe. Les frais de développement ont baissé de 1,1 million \$ du fait d'une diminution des primes à l'embauche dans les activités aux États-Unis.

Bénéfice net**Comparaison du deuxième trimestre de 2011 avec le deuxième trimestre de 2010**

Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2011 s'est établi à 9,7 millions \$ comparativement à 6,7 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué a atteint 0,12 \$ au deuxième trimestre de 2011, tout comme au deuxième trimestre de 2010. La progression du bénéfice net découle essentiellement de l'accroissement des bénéfices liés au rendement et de la baisse du ratio de rémunération de Canaccord Genuity. Pour le deuxième trimestre de 2011, le RCP a atteint 5,7 %

comparativement à 6,9 % pour le deuxième trimestre de 2010. La valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) pour le deuxième trimestre de 2011 s'est établi à 8,03 \$, contre 6,78 \$ au deuxième trimestre de 2010. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le bénéfice net s'est établi à 11,5 millions \$ et le RPA dilué, à 0,14 \$.

Le taux d'imposition effectif pour ce trimestre a été de 30,3 % comparativement à 14,2 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'imposition moins élevé au deuxième trimestre de 2010 était attribuable à l'utilisation de pertes autres qu'en capital reportées en avant.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2011 avec le premier semestre de l'exercice 2010

Au premier semestre de l'exercice 2011, le bénéfice net s'est chiffré à 14,6 millions \$, comparativement à 15,9 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que l'acquisition de Genuity ait donné lieu à l'augmentation des produits, la Société a engagé des éléments de la charge liée aux acquisitions de 14,3 millions \$ qui ont eu une incidence sur le bénéfice net. Le RPA dilué s'est établi à 0,18 \$ comparativement à 0,28 \$ au semestre correspondant de l'exercice précédent, et le RCP a été de 4,7 % en regard de 8,3 % il y a un an. La valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) à la fin de la période est passée de 6,78 \$ à 8,03 \$, en hausse de 18,5 %. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le bénéfice net s'est établi à 25,4 millions \$ et le RPA dilué, à 0,32 \$.

Depuis le début de l'exercice 2011, la charge d'impôts sur les bénéfices a été de 6,6 millions \$, soit 1,4 million \$ de moins qu'à l'exercice 2010. Le taux d'imposition effectif depuis le début de l'exercice s'est établi à 31,1 % contre 33,5 % à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la baisse des taux d'impôt prévus par la loi à l'exercice considéré ainsi que des variations de la provision pour moins-value attribuables à la disponibilité de pertes autres qu'en capital non constatées pouvant être reportées en avant.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Canaccord Genuity^{1,4}

(en milliers de \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Canaccord Genuity						
Produits	96 963 \$	78 475 \$	23,6 %	197 115 \$	163 972 \$	20,2 %
Charges						
Rémunération au rendement	46 818	42 761	9,5 %	93 409	87 992	6,2 %
Charges de personnel	4 154	3 376	23,0 %	8 175	6 780	20,6 %
Autres charges indirectes	26 590	17 881	48,7 %	51 766	38 378	34,9 %
Coûts liés aux acquisitions	–	–	–	10 990	–	négl.
Total des charges	77 562 \$	64 018 \$	21,2 %	164 340 \$	133 150 \$	23,4 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	19 401	14 457	34,2 %	32 775	30 822	6,3 %
Nombre d'employés	597	482	23,9 %			
Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions³						
Total des charges	75 735	64 018	18,3 %	150 084	133 150	12,7 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	21 228	14 457	46,8 %	47 031	30 822	52,6 %

1 Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception du nombre d'employés et des chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions.

2 Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique Frais intersectoriels imputés.

3 Les éléments de la charge liée aux acquisitions du deuxième trimestre de 2011 comprennent l'amortissement des actifs incorporels de 1,9 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Les éléments de la charge liée aux acquisitions du premier semestre de 2011 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels de 3,3 millions \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity.

4 Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de la réalisation, soit le 23 avril 2010.
négl. : négligeable

Les produits de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord.

Comparaison du deuxième trimestre de 2011 avec le deuxième trimestre de 2010

Au deuxième trimestre de 2011, les produits de Canaccord Genuity ont totalisé 97,0 millions \$, un bond de 23,6 %, ou 18,5 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce à une augmentation des actifs dans nos segments-cibles et à l'acquisition de Genuity.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, Canaccord Genuity a généré des produits de 58,2 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, en hausse de 68,8 %, ou 23,7 millions \$, par rapport au deuxième trimestre de 2010. En dépit de conditions de marché difficiles, les produits dans cette région ont augmenté, reflétant la croissance des activités de Canaccord Genuity en raison des activités accrues dans nos segments-cibles et de l'incidence positive de l'acquisition de Genuity. Les produits canadiens de Canaccord Genuity de 58,2 millions \$ correspondent à 60,0 % (43,9 % au deuxième trimestre de 2010) du total des produits de Canaccord Genuity.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger

Les activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe englobent la prestation de services des ventes et de négociation, de financement de sociétés et de recherche à l'intention de ses clients institutionnels et de sociétés. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés au poste Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd. Pour le secteur du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger, les produits ont atteint 18,7 millions \$, ce qui représente un bond de 29,7 %, ou 4,3 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison d'une augmentation des activités liées aux marchés des capitaux du Royaume-Uni ainsi que l'ajout d'une nouvelle équipe de vente des activités de négociation à la fin de l'exercice 2010. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger de 18,7 millions \$ représentent 19,3 % (18,4 % au deuxième trimestre de 2010) du total des produits de Canaccord Genuity.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les activités aux États-Unis rendent compte des activités de Canaccord Genuity Inc. sur les marchés des capitaux. Les produits du deuxième trimestre de 2011 générés par Canaccord Genuity aux États-Unis se sont établis à 20,1 millions \$ (29,6 millions \$ au deuxième trimestre de 2010), en baisse de 9,5 millions \$, ou 32,1 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent, du fait surtout du recul des marchés aux États-Unis qui a entraîné une diminution des activités du côté des appels publics à l'épargne et des placements privés et des services de consultation. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 20,7 % (37,7 % au deuxième trimestre de 2010) du total des produits de Canaccord Genuity.

Charges

Les charges du deuxième trimestre de 2011 ont été de 77,6 millions \$, en hausse de 21,2 % ou 13,5 millions \$, ce qui s'explique principalement par l'augmentation de la charge de rémunération au rendement de 4,1 millions \$, des frais liés aux communications et à la technologie de 1,6 million \$, des frais d'administration de 2,9 millions \$, de la dotation aux amortissements de 1,9 million \$ et des intérêts débiteurs de 1,2 million \$.

La Société recouvre certains éléments de la charge des comptes de rémunération. Ces recouvrements de charges étaient présentés comme des éléments de la charge connexe au cours des périodes précédentes, mais ils ont été reclassés au titre de la rémunération au rendement au premier trimestre de 2011. De ce fait, le reclassement a réduit la charge de rémunération au rendement et a entraîné une hausse des frais de promotion et de déplacement de 2,1 millions \$, et des frais liés aux communications et à la technologie de 1,6 million \$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Par suite du reclassement du recouvrement des éléments de la charge mentionné plus haut, le ratio de la charge de rémunération au rendement est passé de 54,5 % à 48,3 %. En outre, la Société continue de déployer des efforts soutenus pour surveiller la structure de rémunération au rendement afin de maximiser la valeur pour les actionnaires. Les charges de personnel ont atteint 4,2 millions \$, une progression de 0,8 million \$, ou 23,0 %, en regard du deuxième trimestre de l'exercice 2010, ce qui correspond à la hausse des effectifs de 23,9 % dans ce secteur.

Les frais d'administration se sont élevés à 8,1 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, en hausse de 2,9 millions \$, ou 54,7 %. Les frais de promotion et de déplacement ont augmenté de 2,1 millions \$, ou 89,3 %, par suite du reclassement mentionné plus haut. L'augmentation des frais de promotion et de déplacement est également attribuable aux initiatives de ventes et de commercialisation de la Société ainsi qu'à une hausse des effectifs dans ce secteur.

La dotation aux amortissements du deuxième trimestre de 2011 comprend l'amortissement des actifs incorporels de 1,9 million \$ lié à l'acquisition de Genuity. Les intérêts débiteurs se sont élevés à 1,2 million \$, ce qui s'explique par les intérêts débiteurs supplémentaires engagés par le groupe Revenu fixe.

Bénéfice net

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, a été de 19,4 millions \$, en hausse de 4,9 millions \$, ou 34,2 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'acquisition de Genuity ainsi qu'une solide reprise des activités sur les marchés des capitaux ont donné lieu à un bénéfice avant impôts plus élevé au deuxième trimestre de 2011 qu'au deuxième trimestre de 2010. Compte non tenu des éléments de la charge liée à l'acquisition, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices au deuxième trimestre de 2011 s'est élevé à 21,2 millions \$ contre 14,5 millions \$ au deuxième trimestre de 2010.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2011 avec le premier semestre de l'exercice 2010

Les produits de Canaccord Genuity pour le premier semestre de 2011 ont été de 197,1 millions \$, soit 33,1 millions \$ de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la croissance des produits générés par les activités au Canada.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, les produits ont atteint 116,2 millions \$, une progression de 63,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au Canada, une tranche de 103,0 millions \$ des produits était liée aux activités de financement de sociétés et aux titres de participation, alors qu'une tranche de 13,3 millions \$ était liée aux opérations de négociation internationales et aux activités de négociateur inscrit et du groupe Revenu fixe. L'acquisition de Genuity ainsi que le rendement accru dans tous les segments-cibles ont entraîné une importante augmentation des produits au Canada. Dans l'ensemble, les produits au Canada ont représenté 59,0 % du total des produits de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice 2010 : 43,3 %).

Produits tirés des activités du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger

Les produits générés au Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger ont atteint 35,0 millions \$, une légère baisse de 1,8 million \$ en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger représentent 17,8 % du total des produits de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice 2010 : 22,4 %).

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les produits tirés des activités aux États-Unis ont chuté au cours du premier semestre de l'exercice 2011, en raison en grande partie du fléchissement de l'activité dans le secteur des appels publics à l'épargne et des placements privés ainsi que des services de consultation. Les produits ont atteint 45,9 millions \$, en baisse de 10,4 millions \$, ou 18,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 23,3 % du total des produits de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice 2010 : 34,3 %).

Charges

Les charges du premier semestre de 2011 ont été de 164,3 millions \$, en hausse de 23,4 % ou 31,2 millions \$. La hausse des charges s'explique principalement par l'augmentation de la charge de rémunération au rendement de 5,4 millions \$, de la charge de personnel de 1,4 million \$, des frais liés aux communications et à la technologie de 2,7 millions \$, des intérêts débiteurs de 1,2 million \$, des frais d'administration de 6,0 millions \$ et de l'amortissement de 3,3 millions \$.

Les éléments de la charge liée aux acquisitions de 14,3 millions \$ ont été engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity au cours du premier semestre de l'exercice 2011. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent 6,0 millions \$ d'indemnités de départ, 2,8 millions \$ de frais de résiliation de baux, 3,3 millions \$ liés à l'amortissement d'actifs incorporels, 0,9 million \$ d'honoraires professionnels et de consultation et 1,3 million \$ d'autres frais.

Le ratio de la charge de rémunération au rendement est passé de 53,7 % à 47,4 % en raison des efforts soutenus déployés par la Société pour surveiller la structure de la rémunération au rendement en vue de maximiser la valeur pour les actionnaires ainsi que le reclassement des comptes de rémunération susmentionné. Au premier semestre de 2011, les charges de personnel ont augmenté de 1,4 million \$, reflétant l'augmentation de l'effectif de 23,9 %.

Les frais d'administration se sont élevés à 17,1 millions \$ au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, en hausse de 6,0 millions \$ ou 53,4 %. Les frais de promotion et de déplacement ont augmenté de 4,5 millions \$, par suite en partie du reclassement mentionné plus haut. Les frais de promotion et de déplacement ont également augmenté en raison des initiatives de ventes et de commercialisation et de l'accroissement de l'effectif. La politique en matière de constitution de provision à l'égard des soldes non garantis de la Société a entraîné une augmentation de la provision pour pertes sur créances de 0,8 million \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont également grimpé de 2,7 millions \$ en grande partie du fait du reclassement des recouvrements dans les comptes. Les intérêts débiteurs se sont élevés à 1,2 million \$, ce qui s'explique par les activités du groupe Revenu fixe. L'amortissement des actifs incorporels lié à l'acquisition de Genuity a entraîné une augmentation de la dotation aux amortissements de 3,3 millions \$.

Bénéfice net

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le premier semestre de 2011, compte non tenu des autres charges indirectes, a été de 32,8 millions \$, en hausse de 2,0 millions \$, ou 6,3 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices a été plus élevé pour le semestre terminé le 30 septembre 2010, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent par suite de la croissance des produits dans ce secteur, contrebalancée par les éléments de la charge liée aux acquisitions de 14,3 millions \$. Compte non tenu des éléments de la charge liée à l'acquisition, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices au trimestre terminé le 30 septembre 2010 s'est élevé à 47,0 millions \$ contre 30,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Gestion du patrimoine Canaccord¹

(en milliers de \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions de \$ CA, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Produits	44 539 \$	40 138 \$	11,0 %	91 746 \$	80 323 \$	14,2 %
Charges						
Rémunération au rendement	22 079	19 368	14,0 %	45 563	38 011	19,9 %
Charges de personnel	4 817	4 360	10,5 %	8 699	8 606	1,1 %
Autres charges indirectes	12 223	11 485	6,4 %	24 560	23 764	3,3 %
Total des charges	39 119 \$	35 213 \$	11,1 %	78 822 \$	70 381 \$	12,0 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	5 420	4 925	10,1 %	12 924	9 942	30,0 %
Actifs sous gestion	473	453	4,4 %			
Actifs sous administration	13 895	11 386	22,0 %			
Nombre d'équipes de conseillers	280	334	(16,2) %			
Nombre d'employés	665	698	(4,7) %			

¹ Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

² Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique Frais intersectoriels imputés.

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du deuxième trimestre de 2011 avec le deuxième trimestre de 2010

Les produits tirés du secteur Gestion du patrimoine Canaccord se sont établis à 44,5 millions \$, une hausse de 4,4 millions \$ ou 11,0 %, en grande partie attribuable à la hausse de 2,5 millions \$ des produits tirés des commissions, à une augmentation de 1,9 million \$ des produits tirés du financement de sociétés et à une montée de 0,3 million \$ des intérêts débiteurs. Ces progressions ont été partiellement contrebalancées par une diminution de 0,5 million \$ des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. La croissance globale des produits est conforme aux fluctuations des ASA et des ASG et reflète les initiatives stratégiques de la Société dans ce secteur.

Les ASA ont progressé de 22,0 %, ou 2,5 milliards \$, en comparaison du deuxième trimestre de 2010, pour s'établir à 13,9 milliards \$, surtout du fait de la hausse des valeurs marchandes. Les ASG ont reculé de 4,4 % en glissement annuel. À la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2011, on comptait 280 équipes de conseillers, soit une baisse de 54 depuis l'exercice précédent, principalement en raison de la révision stratégique continue de notre division Gestion du patrimoine et de la conversion de succursales à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante. Les produits tirés des honoraires de Canaccord correspondaient à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et représentaient 15,2 % des produits de Gestion du patrimoine Canaccord pour les deux trimestres.

Les charges du deuxième trimestre de 2011 ont été de 39,1 millions \$, une augmentation de 11,1 %, ou 3,9 millions \$. Ce changement se composait d'une hausse de la charge de rémunération au rendement de 2,7 millions \$ et d'une augmentation des frais d'administration de 1,7 million \$, contrebalancées par une légère baisse des autres charges indirectes. Les fluctuations de la charge de rémunération concordent avec la hausse des produits. Le ratio de la charge de rémunération s'établissait à 49,6 % au deuxième trimestre de 2011 en regard de 48,3 % au deuxième trimestre de 2010. La hausse des frais d'administration s'explique par un important recouvrement de 0,8 million \$ au deuxième trimestre de 2010 qui ne s'est pas reproduit au deuxième trimestre de 2011 et une augmentation des frais de bureau de 0,5 million \$ pour l'impression de documents de marketing pour ce secteur.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, ont été de 5,4 millions \$ comparativement à un bénéfice de 4,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du bénéfice avant impôts sur les bénéfices s'explique par la croissance des produits au cours du deuxième trimestre de 2011 en regard du deuxième trimestre de 2010.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2011 avec le premier semestre de l'exercice 2010

Les produits tirés des activités de Gestion du patrimoine Canaccord se sont établis à 91,7 millions \$, en hausse de 11,4 millions \$, en raison d'une augmentation des produits tirés des commissions de 7,7 millions \$ et d'une montée des produits tirés du financement de sociétés de 5,4 millions \$, contrebalancées par la baisse des produits tirés des activités de négociation de 2,1 millions \$. Les produits tirés des honoraires exprimés en pourcentage du total des produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord sont demeurés relativement stables à 14,6 % par rapport à 14,5 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, les charges ont été de 78,8 millions \$, en hausse de 8,4 millions \$, ou 12,0 %. La rémunération au rendement a affiché une augmentation de 7,6 millions \$, ou 19,9 %, qui se reflète dans la progression de 14,2 % du total des produits. Le total de la charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, pour le premier semestre de l'exercice 2011, s'est établi à 59,1 %, soit une hausse de 1,1 points de pourcentage en regard de 58,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont augmenté de 1,6 million \$ ou 24,7 % en raison des frais de bureau de 0,9 million \$ pour l'impression de documents de marketing ainsi que d'une augmentation de 1,0 million \$ en frais liés aux règlements avec les clients. Cette hausse a été contrebalancée par une diminution des frais de promotion et de déplacement de 0,4 million \$ par suite des efforts du secteur de réduire les dépenses.

L'accroissement des dépenses a été en partie annulé par une baisse des frais de négociation de 0,5 million \$ ou 11,1 % et des frais liés aux communications et à la technologie de 0,4 million \$ ou 12,4 %. Cette baisse est le fait des efforts de réduction des coûts.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le premier semestre de 2011, compte non tenu des autres charges indirectes, ont été de 12,9 millions \$ comparativement à 9,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Non sectoriel et autres¹

(en milliers de \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Produits	7 783 \$	5 131 \$	51,7 %	12 341 \$	16 912 \$	(27,0) %
Charges						
Rémunération au rendement	2 926	1 837	59,3 %	5 942	6 426	(7,5) %
Charges de personnel	7 351	6 247	17,7 %	15 264	12 399	23,1 %
Autres charges indirectes	8 388	8 568	(2,1) %	15 662	14 995	4,4 %
Total des charges	18 665 \$	16 652 \$	12,1 %	36 868 \$	33 820 \$	9,0 %
Perte avant impôts sur les bénéfices ²	(10 882)	(11 521)	5,5 %	(24 527)	(16 908)	45,1 %
Nombre d'employés	369	359	2,8 %			

¹ Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

² Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique Frais intersectoriels imputés.

Ce secteur, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits et les charges liés aux services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du deuxième trimestre de 2011 avec le deuxième trimestre de 2010

Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010 se sont élevés à 7,8 millions \$, en hausse de 51,7 %, ou 2,7 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation est principalement attribuable à une hausse de 1,9 million \$ des gains de change et une augmentation de 0,8 million \$ des intérêts créditeurs. Les gains de change découlent des fluctuations des taux de change, et les intérêts créditeurs ont grimpé en raison de la hausse des taux d'intérêt.

Les charges du deuxième trimestre de 2011 ont été de 18,7 millions \$, une augmentation de 2,0 millions \$ ou 12,1 %. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 1,1 million \$, car la rémunération est fondée sur la hausse de la rentabilité du groupe. Les charges de personnel ont augmenté de 1,1 million \$, en partie en raison de l'ajout de nouveaux employés dans ce secteur afin d'améliorer les services d'exploitation et de soutien de la Société. La charge de personnel liée au développement du système a aussi été reclassée, passant des frais de développement à la charge de personnel. Cet élément explique également la baisse de 0,5 million \$ des frais de développement.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 10,9 millions \$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 11,5 millions \$ au même trimestre de l'exercice précédent.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2011 avec le premier semestre de l'exercice 2010

Au premier semestre de l'exercice 2011, les produits ont atteint 12,3 millions \$, en baisse de 4,6 millions \$, attribuable en grande partie à une diminution des gains de change. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, les taux de change ont connu de fortes fluctuations, ce qui a permis à la Société d'enregistrer des gains de change exceptionnellement élevés.

Les charges du premier semestre de l'exercice 2011 ont été de 36,9 millions \$, en hausse de 3,0 millions \$. La rémunération au rendement a reculé de 0,5 million \$, ou 7,5 %, en raison des mesures prises par la Société pour surveiller sa structure de la rémunération. Ce recul a été annulé par une hausse de 2,9 millions \$, ou 23,1 %, des charges de personnel en raison surtout de l'accroissement de l'effectif et du reclassement de la charge de personnel liée au développement du système susmentionné. Le reclassement a entraîné une réduction des frais de développement. Les frais liés aux locaux et au matériel ont bondi de 1,0 million \$, ou 48,0 %, par suite de la prise en charge d'autres baux par la Société dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices a été de 24,5 millions \$, comparativement à 16,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités des secteurs Canaccord Genuity et Gestion du patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des gains et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que, pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010, les frais imputables par le secteur Non sectoriel et autres étaient de 9,4 millions \$ à Gestion du patrimoine Canaccord, et de 2,9 millions \$ à Canaccord Genuity. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, Canaccord Gestion du patrimoine s'est vu imputer 18,9 millions \$ et Canaccord Genuity, 5,6 millions \$.

SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes du bilan ont enregistré les variations suivantes :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 636,9 millions \$ au 30 septembre 2010, contre 731,9 millions \$ au 31 mars 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Situation de trésorerie et sources de financement ci-après.

La valeur des titres détenus s'est établie à 1,3 milliard \$ par rapport à 362,8 millions \$ au 31 mars 2010, ce qui s'explique surtout par une augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernements. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse des activités à revenu fixe et à une augmentation des positions dans des actions et des débiteurs convertibles et des conventions de financement de sociétés par prise ferme. Cette hausse des titres à revenu fixe est le résultat d'une initiative de la Société d'élargir le groupe Revenu fixe, qui conclut des opérations dans les marchés primaires et secondaires d'un grand nombre de produits à revenu fixe.

Les débiteurs totalisaient 3,0 milliards \$ au 30 septembre 2010 contre 2,0 milliards \$ au 31 mars 2010, hausse qui s'explique par une augmentation des montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières découlant de l'expansion du groupe Revenu fixe.

L'écart d'acquisition a atteint 242,1 millions \$ et les actifs incorporels, 75,8 millions \$, ce qui représente l'écart d'acquisition et les actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Les autres actifs composés des impôts sur les bénéfices à recevoir, des actifs d'impôts futurs, du matériel et des améliorations locatives et des placements ont atteint 63,2 millions \$ comparativement à 56,3 millions \$ au 31 mars 2010, surtout du fait d'une hausse des impôts sur les bénéfices à recevoir au 30 septembre 2010.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 septembre 2010, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un total de 414,0 millions \$ (411,4 millions \$ au 31 mars 2010). Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres de clients non réglés ou des titres détenus par la Société. Le 30 septembre 2010, la dette bancaire de la Société relativement à ces facilités s'établissait à 64,7 millions \$, en comparaison de 29,4 millions \$ le 31 mars 2010.

Les titres vendus à découvert se sont établis à 1,2 milliard \$ au 30 septembre 2010 contre 364,1 millions \$ au 31 mars 2010. Cette augmentation résulte de l'initiative d'expansion du groupe Revenu fixe de la Société.

Les créiteurs se sont élevés à 3,3 milliards \$ contre 2,3 milliards \$ au 31 mars 2010. La hausse des soldes à payer aux courtiers en valeurs mobilières résultant de la croissance du groupe Revenu fixe explique la majeure partie de l'accroissement des créiteurs.

Le passif d'impôts futurs à long terme a atteint 21,3 millions \$ du fait principalement de la constatation d'un passif d'impôts futurs associé à l'actif incorporel acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Les autres passifs s'élevaient à 15,0 millions \$ au 30 septembre 2010 et à 20,4 millions \$ au 31 mars 2010.

Au 30 septembre 2010, la Société n'avait aucun solde d'impôts sur les bénéfices à payer alors qu'au 31 mars 2010, elle avait un encours de 5,4 millions \$.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière totalisant 2,4 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2010] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, New York et San Francisco.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La structure de capital de Canaccord englobe le capital social, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu. Au 30 septembre 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 636,9 millions \$, en baisse de 95,0 millions \$, contre 731,9 millions \$ au 31 mars 2010. Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, les activités de financement ont généré 7,5 millions \$, principalement en raison de la hausse de 35,3 millions \$ de la dette bancaire, en partie contrebalancée par l'acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme et des dividendes versés. Un montant de 50,0 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement surtout dans le cadre de l'acquisition de Marchés des Capitaux Genuity. Un montant de 55,6 millions \$ a été affecté aux activités d'exploitation du fait des variations des soldes du fonds de roulement. Une hausse de la trésorerie de 3,1 millions \$ a été attribuée à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, le montant net de la trésorerie a reculé de 95,0 millions \$ par rapport au 31 mars 2010.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue quotidiennement puisque des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 30 septembre 2010.

<i>(en milliers de \$ CA)</i>	<i>Total</i>	<i>Obligations contractuelles – paiements exigibles par période</i>			
		<i>Exercice 2013–</i>		<i>Exercice 2015–</i>	
		<i>Exercice 2012</i>	<i>Exercice 2014</i>	<i>Exercice 2016</i>	<i>Par la suite</i>
Contrats de location-exploitation relatifs aux locaux et au matériel	129 102	24 001	40 219	32 179	32 703

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	<i>Nombre d'actions en circulation aux 30 septembre</i>	
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	74 551 609	48 681 034
Nombre d'actions émises et en circulation ²	82 552 764	55 359 489
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	84 532 360	57 226 445
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	70 836 180	48 420 751
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	79 577 578	55 444 791

¹ Exclut 4 744 750 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 256 405 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT).

² Comprend 4 744 750 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 256 405 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

³ Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 1 979 596 actions.

La Société a acquis la totalité de Genuity pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord et d'une somme de 58,0 millions \$. Au 3 novembre 2010, la Société avait 82 552 764 actions ordinaires émises et en circulation, soit 27 193 275 actions ordinaires de plus qu'au 30 septembre 2009, en raison de l'émission d'actions dans le cadre de l'acquisition de Genuity et des régimes de rémunération à base d'actions. Se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples renseignements sur l'acquisition de Genuity.

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Options sur actions

La Société attribue des options sur ses actions ordinaires à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants leur donnant la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 2 599 993 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,82 \$ l'action.

En mai 2010, la Société a attribué un total de 150 000 options sur actions à six administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 8,39 \$ l'action. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement incessibles («UATI») dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'actions temporairement incessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Canaccord est membre du International Financial Centre British Columbia Society et exploite un centre financier international à Montréal, les deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de l'*International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 30 septembre 2010, les contrats à terme en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 10,8 millions \$ US, une baisse de 0,8 million \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 10,1 millions \$ US, une augmentation de 3,1 millions \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines des opérations de Canaccord aux États-Unis et au Royaume-Uni sont libellées en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en monnaie locale.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

En raison de l'adoption des chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA), et de la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), la Société fournit des informations sur les conventions comptables qui suivent, en plus de celles déjà présentées dans le rapport annuel 2010 de Canaccord.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

En raison de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, Canaccord a acquis l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition est l'excédent du coût des sociétés acquises sur la juste valeur de leurs actifs nets, y compris les autres actifs incorporels, à la date d'acquisition. Pour l'identification et l'évaluation des autres actifs incorporels, la direction a utilisé des estimations et formulé des hypothèses. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an, ou chaque fois qu'une perte de valeur éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. La juste valeur est calculée en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte de facteurs comme le bénéfice projeté, les multiples cours-bénéfice, les taux d'actualisation, d'autres informations externes disponibles et des éléments comparables des marchés. Pour calculer la juste valeur, la direction doit poser des jugements touchant le choix des modèles d'évaluation ainsi que les hypothèses et les estimations à utiliser dans ces modèles et les calculs de valeurs. Ces jugements influent sur l'établissement de la juste valeur et sur toute imputation pour dépréciation qui en découle.

La durée d'utilité des actifs incorporels fait l'objet d'une appréciation, à savoir si elle est déterminée ou indéterminée. Les actifs incorporels dont la durée de vie est limitée sont amortis sur la durée économique et soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif incorporel peut ne pas être recouvrable. Les périodes d'amortissement pour les actifs incorporels sont révisées chaque année. Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'actif peut avoir perdu de sa valeur.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2010, la Société a adopté les chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'ICCA*, qui remplacent les chapitres 1581, «Regroupements d'entreprises», et 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1582 harmonise les lignes directrices canadiennes avec l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard (IAS) 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation de participations ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises.

La Société est tenue d'adopter ces chapitres pour dresser ses états financiers intermédiaires à compter du 1^{er} avril 2011. L'adoption anticipée de ces chapitres est permise, mais les trois chapitres doivent être adoptés en même temps. La Société a adopté de manière anticipée les trois normes en même temps pour l'acquisition de Genuity, en date du 1^{er} avril 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} avril 2010

Par suite de l'adoption du chapitre 1582 du *Manuel*, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'écart d'acquisition est initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur l'actif net identifiable qui a été acquis et le passif qui a été pris en charge par la Société. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée à l'état des résultats.

Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier du regroupement, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010

Par opposition aux exigences susmentionnées, les différences suivantes continuent de s'appliquer :

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition font partie des coûts d'acquisition, et la contrepartie transférée a été évaluée à la date de l'annonce. Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010 n'ont pas été retraités afin de respecter les nouvelles conventions comptables.

PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. La Société présentera ses premiers états financiers consolidés annuels et intermédiaires préparés selon les IFRS respectivement pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 et le trimestre terminé le 30 juin 2011 et retraitera l'information correspondante présentée.

Nous avons présenté un rapport détaillé du projet et des différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS dans le rapport annuel 2010, qui doit être lu avec la mise à jour suivante sur les IFRS. Voici une mise à jour de l'état du plan de conversion aux IFRS fondée sur le travail effectué au cours du premier semestre de l'exercice 2011.

Le point sur l'état du plan de conversion aux IFRS

La Société en est à la phase finale de conception et de planification de son plan de conversion. Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, la Société a :

- préparé des états financiers modèles selon les IFRS, qui soulignaient les différences liées aux informations à fournir par voie de notes et à la présentation, et les a présentés au comité de vérification;
- choisi des conventions comptables en vertu des IFRS et en a discuté avec les vérificateurs;
- déterminé les exceptions et les exemptions choisies par la Société en vertu de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*;
- relevé les incidences quantitatives clés et a commencé les calculs afin d'établir les ajustements pour le bilan d'ouverture;
- passé en revue les modifications liées aux exigences en matière de capital réglementaire.

Au cours du prochain trimestre, nous serons en mesure de confirmer l'incidence quantitative sur le bilan d'ouverture. Nous continuerons d'évaluer l'incidence du passage aux IFRS sur notre technologie de l'information et nos systèmes de données, nos contrôles internes à l'égard de l'information financière ou nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que toute autre incidence sur nos activités. Nous ne nous attendons pas à apporter d'importantes modifications à notre technologie de l'information et nos systèmes de données, à la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information ou à nos contrôles internes à l'égard de l'information financière selon nos activités d'exploitation en date d'aujourd'hui.

Sommaire des différences clés

Voici un résumé des différences clés relevées à ce jour entre les IFRS et les PCGR du Canada. À mesure que la Société effectue son analyse de mise en œuvre, elle pourrait relever de nouvelles différences.

Convention comptable	Différences clés dans le traitement comptable	Incidence potentielle importante
Paievements à base d'actions	<p>PCGR du Canada <i>Constataion des charges</i> : L'amortissement des paievements à base d'action peut être passé en charges sur une base linéaire ou selon le calendrier d'acquisition graduelle.</p> <p><i>Taux d'extinction</i> : Les PCGR du Canada permettent soit d'estimer le taux d'extinction à la date d'attribution ou de constater l'extinction au fur et à mesure.</p> <p>IFRS <i>Constataion des charges</i> : Le paievement fondé sur des actions doit être amorti selon le calendrier d'acquisition graduelle.</p> <p><i>Taux d'extinction</i> : Un taux d'extinction doit être évalué à la date d'attribution.</p> <p>Analyse L'amortissement des paievements à base d'action doit être constaté selon le calendrier d'acquisition graduelle au taux d'extinction évalué à la date d'attribution. Le taux d'extinction sera revu annuellement.</p>	<p>Incidence prévue au bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</p> <p>La différence entre la charge de rémunération au rendement après avoir utilisé la méthode d'amortissement graduel et l'évaluation du taux d'extinction pour tous les paievements fondés sur les actions non acquises donnera lieu à une modification de nos bénéfices non répartis au début de l'exercice.</p>
Instruments financiers	<p>PCGR du Canada Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur, puis classés comme détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente.</p> <p>IFRS Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur, puis classés dans les catégories «coût amorti» ou «juste valeur».</p> <p>Analyse Selon les PCGR du Canada, tout gain ou toute perte découlant des actifs disponibles à la vente doit être constaté dans les autres éléments du résultat étendu. Toutefois, les IFRS ne comportent pas un tel classement. Les variations de la juste valeur ou la dépréciation des actifs financiers évalués au coût amorti sont comptabilisées directement dans le bénéfice net.</p> <p>La Société a également passé en revue la différence dans le traitement comptable des coûts de transaction et a noté que les PCGR du Canada et les IFRS passent en charges les coûts de transaction engagés pour les instruments financiers désignés détenus à des fins de transaction ou à la juste valeur de la même façon.</p>	<p>Incidence prévue au bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</p> <p>La Société évalue actuellement l'incidence sur son bilan consolidé d'ouverture selon les IFRS.</p>

Dépréciation d'actifs	<p>PCGR du Canada</p> <p>Écart d'acquisition Un écart d'acquisition doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. La dépréciation est calculée selon les flux de trésorerie actualisés seulement si les flux de trésorerie non actualisés de l'actif sont inférieurs à sa valeur comptable. Une perte de valeur ne peut être reprise.</p> <p>Actifs incorporels dont la durée de vie est indéfinie Un actif incorporel dont la durée de vie est indéfinie doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur de l'actif. Une perte de valeur ne peut être reprise.</p> <p>Actifs incorporels dont la durée de vie est définie Les actifs incorporels doivent être soumis à un test de dépréciation si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur de l'actif. Une perte de valeur ne peut être reprise.</p> <p>IFRS</p> <p>Goodwill Le goodwill doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. Selon les IFRS, un test de dépréciation comportant une seule étape est effectué pour détecter et évaluer les dépréciations, pour comparer la valeur comptable d'un actif à sa valeur d'utilité ou à sa juste valeur diminuée des frais de vente, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur ne peut être reprise au cours de périodes ultérieures.</p> <p>Actifs incorporels à durée indéterminée Une dépréciation est calculée en comparant la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'actif, et elle est testée annuellement ou plus fréquemment si des circonstances indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur peut ultérieurement faire l'objet d'une reprise d'un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence d'une perte de valeur.</p> <p>Actifs incorporels à durée déterminée Une dépréciation est calculée en comparant la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable, et elle est testée seulement si des circonstances indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur peut ultérieurement faire l'objet d'une reprise d'un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence d'une perte de valeur.</p> <p>Analyse Ces différences peuvent donner lieu à des moins-values additionnelles selon les IFRS.</p>	<p>Incidence prévue au bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</p> <p>La Société a récemment acquis des écarts d'acquisition et des actifs incorporels dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. À la date du présent rapport de gestion, elle n'avait comptabilisé aucune dépréciation.</p> <p>La Société préparera son test de dépréciation annuel selon les PCGR du Canada au cours du deuxième semestre de l'exercice 2011. Elle évaluera toute différence quantitative par rapport aux IFRS à ce moment là.</p>
Impôts sur les bénéfices	<p>PCGR du Canada Les actifs et les passifs d'impôts futurs peuvent être classés au bilan comme des actifs ou des passifs à court terme ou à long terme.</p> <p>IFRS Les actifs ou passifs d'impôts futurs doivent être classés au bilan comme des éléments non courants.</p> <p>Analyse La présentation du bilan sera différente du fait que l'ensemble des actifs ou des passifs d'impôts futurs seront classés comme des éléments non courants selon les IFRS. Les impôts futurs pourraient aussi subir l'incidence de tout rajustement transitoire résultant de la conversion aux IFRS.</p>	<p>Incidence prévue au bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</p> <p>La Société évalue actuellement l'incidence sur son bilan consolidé d'ouverture selon les IFRS.</p>

IFRS 1 – Première application

L'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, précise que les IFRS devront être appliquées de façon rétrospective, cette exigence faisant l'objet de certaines exemptions facultatives et exceptions obligatoires. Les exemptions facultatives importantes sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Regroupements d'entreprises	La Société choisira de ne pas appliquer l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i> , à tous les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant le 1 ^{er} avril 2010. Elle a adopté par anticipation le chapitre 1582 du <i>Manuel de l'ICCA</i> , lequel est harmonisé avec l'IFRS 3 pour ce qui est de tous les regroupements d'entreprises ultérieurs au 1 ^{er} avril 2010. La Société choisira cette exemption facultative qui lui permet de ne pas retraiter l'ensemble des regroupements d'entreprises antérieurs au 1 ^{er} avril 2010.
Paiements fondés sur des actions	La Société a choisi de ne pas appliquer l'IFRS 2, <i>Paiement fondé sur des actions</i> , de manière rétrospective aux paiements fondés sur des actions dont les droits étaient acquis à la date du basculement aux IFRS.
Écarts de conversion	Au moment du basculement, la Société choisira de reclasser dans les bénéfices non répartis tous les écarts de conversion cumulatifs pour les filiales étrangères autonomes qui sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Le comité de vérification a reçu des mises à jour sur les IFRS chaque trimestre au cours de l'exercice 2010 et en recevra tout au long de l'exercice 2011 jusqu'à la date de la conversion. Il est au fait de la progression de la conversion à mesure qu'elle se déroule, et toutes les répercussions importantes, y compris les incidences quantitatives éventuelles, sont portées à son attention. Le comité de vérification est appelé à donner son approbation sur le choix des conventions comptables et les exemptions facultatives selon l'IFRS 1, sur les ajustements au bilan d'ouverture et sur les modifications à apporter à la présentation et à la communication de l'information dans les états financiers au cours de l'exercice 2011.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition du plein contrôle de Genuity, une entreprise de services-conseils et de restructuration indépendante et de premier plan au Canada. L'opération a été réalisée le 23 avril 2010 pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 271,9 millions \$ et d'une somme de 30,0 millions \$. Le cours de l'action de 10,26 \$ a été établi d'après le cours de clôture au 22 avril 2010, soit la veille de la réalisation de l'opération. En outre, les vendeurs ont reçu 28,0 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement par suite de la réalisation de l'opération. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises dans le cadre du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans.

Cette opération a été comptabilisée selon le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», du *Manuel de l'ICCA*, suivant la méthode de l'acquisition. L'état des résultats consolidé inclut les résultats de Genuity depuis la date de la clôture, soit le 23 avril 2010. Se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE***Contrôles et procédures de communication de l'information***

D'après une évaluation effectuée en date du 31 mars 2010, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces, selon le Règlement 52-109. Au cours du semestre terminé le 30 septembre 2010, il n'y a eu aucun changement qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles et procédures de communication de l'information de Canaccord.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2010. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles internes à l'égard de l'information financière étaient conçus et fonctionnaient efficacement, selon le Règlement 52-109, et qu'il n'y a aucune lacune importante. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours du semestre terminé le 30 septembre 2010 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Le 2 novembre 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 10 décembre 2010 aux actionnaires inscrits le 19 novembre 2010.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES HISTORIQUES

Les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et de couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf derniers trimestres jusqu'au 30 septembre 2010. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

Exercice 2009

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2011				Exercice 2010				
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits									
Canaccord Genuity	96 963 \$	100 152 \$	83 496 \$	116 090 \$	78 475 \$	85 497 \$	64 972 \$	49 250 \$	58 336 \$
Gestion du patrimoine									
Canaccord	44 539	47 207	54 990	51 733	40 138	40 185	37 255	33 532	43 844
Non sectoriel et autres	7 783	4 558	4 647	5 374	5 131	11 781	4 769	4 406	8 649
Total des produits	149 285 \$	151 917 \$	143 133 \$	173 197 \$	123 744 \$	137 463 \$	106 996 \$	87 188 \$	110 829 \$
Bénéfice net	9 711	4 875	7 526	15 113	6 746	9 112	3 666	(62 378)	(5 398)
RPA – de base	0,13 \$	0,07 \$	0,15 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$	0,07 \$	(1,27) \$	(0,11) \$
RPA – dilué	0,12 \$	0,06 \$	0,14 \$	0,27 \$	0,12 \$	0,16 \$	0,07 \$	(1,27) \$	(0,11) \$

RISQUES

La capacité de la Société de maintenir et d'exercer sa stratégie d'entreprise avec succès est tributaire de la réputation personnelle de ses employés cadres de haut niveau, de leur jugement, de leur aptitude à développer les affaires et de leur compétence en matière de réalisation de projet. Toute perturbation dans la gestion ou difficulté dans l'intégration des professionnels de Canaccord et de Genuity pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés de clients et pourrait avoir une incidence considérable sur les affaires et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation à titre de contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement par les sociétés émettrices et de la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour Canaccord beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui : respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorisent la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation auxquels certaines filiales de la Société sont soumises figure à la note 15 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés du 31 mars 2010.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels vérifiés, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2010 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse <http://www.canaccordfinancial.com/fr/ir/finreports/pages/default.aspx>, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES*(non vérifié)*

Aux (en milliers de dollars)

30 septembre 2010

31 mars 2010

ACTIF**À court terme**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	636 908 \$	731 852 \$
Titres détenus [note 3]	1 268 897	362 755
Débiteurs [notes 4 et 11]	2 987 415	1 972 924
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	5 567	–
Impôts futurs	15 136	13 190
Total de l'actif à court terme	4 913 923	3 080 721
Placement	5 000	5 000
Matériel et améliorations locatives	37 463	38 127
Actifs incorporels [note 6]	75 784	–
Écart d'acquisition [note 6]	242 074	–
	5 274 244 \$	3 123 848 \$

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES**À court terme**

Dette bancaire	64 733 \$	29 435 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	1 236 229	364 137
Créditeurs et charges à payer [notes 4 et 11]	3 257 737	2 308 146
Impôts sur les bénéfices à payer	–	5 385
Dette subordonnée [note 8]	15 000	15 000
Total du passif à court terme	4 573 699	2 722 103
Impôts futurs	21 273	–
	4 594 972	2 722 103

Engagements et éventualités [note 14]

Capitaux propres

Actions ordinaires [note 9]	457 870	185 691
Surplus d'apport	52 079	57 351
Bénéfices non répartis	200 237	194 007
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(30 914)	(35 304)
Total des capitaux propres	679 272	401 745
	5 274 244 \$	3 123 848 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2010	30 septembre 2009	30 septembre 2010	30 septembre 2009
<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>				
PRODUITS				
Commissions	63 002 \$	56 628 \$	125 258 \$	112 084 \$
Financement de sociétés	51 236	32 366	107 137	78 956
Honoraires de consultation	13 215	15 254	33 936	24 550
Négociation à titre de contrepartiste	9 597	11 589	15 555	23 059
Intérêts	5 436	3 121	8 580	6 597
Divers	6 799	4 786	10 736	15 961
	149 285	123 744	301 202	261 207
CHARGES				
Rémunération au rendement	71 823	63 966	144 914	132 429
Charges de personnel	16 322	13 983	32 138	27 785
Frais de négociation	7 241	7 002	14 946	14 326
Locaux et matériel	6 640	6 104	12 678	11 986
Communications et technologie	6 779	5 245	13 048	10 734
Intérêts	1 673	492	2 289	1 337
Frais d'administration	15 990	11 698	31 781	23 586
Amortissement [note 6]	3 706	1 906	6 990	3 827
Frais de développement	5 172	5 487	10 256	11 341
Coûts liés aux acquisitions [note 5]	–	–	10 990	–
	135 346	115 883	280 030	237 351
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	13 939	7 861	21 172	23 856
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer) [note 7]				
Exigibles	3 234	(201)	5 880	4 360
Futurs	994	1 316	706	3 638
	4 228	1 115	6 586	7 998
Bénéfice net de la période	9 711 \$	6 746 \$	14 586 \$	15 858 \$
Résultat de base par action [note 9 iv]]	0,13 \$	0,14 \$	0,20 \$	0,33 \$
Résultat dilué par action [note 9 iv]]	0,12 \$	0,12 \$	0,18 \$	0,28 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2010	30 septembre 2009	30 septembre 2010	30 septembre 2009
Bénéfice net de la période	9 711 \$	6 746 \$	14 586 \$	15 858 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et des taxes				
Variation nette des pertes latentes à la conversion des comptes de l'établissement étranger autonome	(186)	(10 304)	4 390	(10 019)
Résultat étendu de la période	9 525 \$	(3 558) \$	18 976 \$	5 839 \$

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Aux 30 septembre 2010 et 2009 et pour les six mois terminés à ces dates	
	30 septembre 2010	30 septembre 2009
Actions ordinaires au début de la période	185 691 \$	183 619 \$
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity [note 5]	271 900	–
Actions émises dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT) [note 10]	5 162	3 296
Acquisition d'actions ordinaires aux fins du RILT [note 10]	(14 688)	(5 237)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 10]	14 518	8 880
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(4 713)	2 733
Actions ordinaires à la fin de la période	457 870	193 291
Surplus d'apport au début de la période	57 351	44 383
Rémunération à base d'actions [note 10]	(7 782)	(393)
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(2 510)	403
Surplus d'apport à la fin de la période	52 079	44 393
Bénéfices non répartis au début de la période	194 007	160 868
Bénéfice net de la période	14 586	15 858
Dividendes	(8 356)	–
Bénéfices non répartis à la fin de la période	200 237	176 726
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(35 304)	(16 166)
Autres éléments du résultat étendu de la période	4 390	(10 019)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(30 914)	(26 185)
Capitaux propres	679 272 \$	388 225 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2010	30 septembre 2009	30 septembre 2010	30 septembre 2009
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net de la période	9 711 \$	6 746 \$	14 586 \$	15 858 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	3 706	1 906	6 990	3 827
Charge de rémunération à base d'actions	5 281	5 807	12 569	11 075
Charge d'impôts futurs	994	1 316	706	3 638
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement				
Augmentation des titres détenus	(433 892)	(349 400)	(900 138)	(384 189)
Augmentation des débiteurs	(793 641)	(830 505)	(996 617)	(925 543)
(Augmentation) diminution des impôts sur les bénéfices à recouvrer	(2 286)	15 623	(16 343)	19 354
Augmentation des titres vendus à découvert	533 129	326 489	871 743	303 167
Augmentation des créditeurs et charges à payer	771 550	818 244	950 916	960 473
Flux de trésorerie d'exploitation	94 552 \$	(3 774) \$	(55 588) \$	7 660 \$
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT	(10 331)	(776)	(14 688)	(5 237)
Diminution (augmentation) des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	4 230	1 790	(4 713)	3 136
Dividendes versés	(4 209)	–	(8 356)	–
Variation de la dette bancaire	(18 259)	(20 188)	35 298	10 000
Remboursement d'une dette subordonnée	–	–	–	(10 000)
Flux de trésorerie de financement	(28 569)	(19 174)	7 541	(2 101)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition de Marchés des capitaux Genuity	–	–	(37 997)	–
Actif net acquis auprès de Marchés des capitaux Genuity	–	–	(11 227)	–
Achat de matériel et améliorations locatives	(424)	(113)	(763)	(565)
Produit du remboursement d'un placement dans des titres de PCAA, montant net	–	867	–	1 761
Flux de trésorerie d'investissement	(424)	754	(49 987)	1 196
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	1 396	(2 619)	3 090	1 527
Augmentation (diminution) de la situation de trésorerie	66 955	(24 813)	(94 944)	8 282
Situation de trésorerie au début de la période	569 953	734 268	731 852	701 173
Situation de trésorerie à la fin de la période	636 908 \$	709 455 \$	636 908 \$	709 455 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Intérêts payés	1 547 \$	436 \$	2 048 \$	1 227 \$
Impôts sur les bénéfices payés	3 629	1 179	19 746	2 003

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(Non vérifié)

Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2010 (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Par l'entremise de ses principales filiales, la Financière Canaccord Inc. (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et les services de gestion du patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada se rapportant aux états financiers intermédiaires appliqués de manière uniforme. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont fondés sur les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de la Société au 31 mars 2010 et pour l'exercice terminé à cette date déposés dans SEDAR le 19 mai 2010 (les états financiers consolidés annuels vérifiés), à l'exception des modifications de conventions comptables qui figurent à la note 2. Par conséquent, ils ne comprennent pas tous les renseignements et toutes les notes exigés aux fins de la conformité aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés.

La préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et des notes y afférentes exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés. De l'avis de la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les rajustements nécessaires pour présenter de manière fidèle les résultats des périodes visées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats auxquels on pourrait s'attendre pour l'exercice entier.

En raison de l'adoption des chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*, et de la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), la Société fournit des informations sur les conventions comptables qui suivent, en plus de celles déjà présentées dans les états financiers consolidés annuels vérifiés.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat payé pour l'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels et incorporels identifiables nets acquis. Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur.

Actifs incorporels

Le coût des actifs incorporels identifiables acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La durée d'utilité des actifs incorporels fait l'objet d'une appréciation, à savoir si elle est déterminée ou indéterminée. Les actifs incorporels dont la durée de vie est déterminée sont amortis sur la durée économique et soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif incorporel peut ne pas être recouvrable. Les périodes d'amortissement pour les actifs incorporels sont révisées chaque année. Les actifs incorporels à durée indéterminée ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'actif peut avoir perdu de sa valeur.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels à durée indéterminée

Selon le chapitre 3064, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», du *Manuel de l'ICCA*, la Société doit chaque année évaluer l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée indéterminée pour établir s'il y a eu perte de valeur. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée indéterminée doivent également faire l'objet d'un test de dépréciation chaque fois qu'une perte de valeur risque de survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée indéterminée ont été attribués est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur de

l'écart d'acquisition ou des actifs incorporels à durée indéterminée sera comptabilisée à titre de charge pendant la période de dépréciation, et les reprises subséquentes de perte de valeur sont interdites.

Prises de position comptables récentes

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société est actuellement en train d'évaluer l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent, car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences notables relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2010, la Société a adopté les chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'ICCA*, qui remplacent les chapitres 1581, «Regroupements d'entreprises», et 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1582 harmonise les lignes directrices canadiennes avec l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, lesquelles font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard (IAS) 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises.

La Société est tenue d'adopter ces chapitres pour dresser ses états financiers intermédiaires à compter du 1^{er} avril 2011. L'adoption anticipée de ces chapitres est permise, mais les trois chapitres doivent être adoptés en même temps. La Société a adopté de manière anticipée les trois normes en même temps pour l'acquisition de Genuity [note 5], en date du 1^{er} avril 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} avril 2010

Par suite de l'adoption du chapitre 1582 du *Manuel*, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'écart d'acquisition est initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur l'actif net identifiable qui a été acquis et le passif qui a été pris en charge par la Société. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée à l'état des résultats.

Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier du regroupement, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

L'adoption de ces normes a eu une incidence importante sur la comptabilisation par la Société du regroupement d'entreprises avec Genuity, qui se présente comme suit :

- Les coûts de transaction n'ont pas été inclus dans le prix d'acquisition et ont plutôt été passés en charges à mesure qu'ils ont été engagés. Par conséquent, la Société a passé en charges environ 5,0 millions \$ au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010 et 11,0 millions \$ au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2010.
- La date d'évaluation des instruments de capitaux propres émis par la Société en contrepartie de l'acquisition correspond à la date d'acquisition (cours de clôture en date du 22 avril 2010) et non à la date correspondant à la moyenne des quelques jours avant et après la date à laquelle sont convenues et annoncées les conditions de l'acquisition (4 mars 2010). Ainsi, la Société a utilisé un cours de 10,26 \$ contre un cours de 9,49 \$ pour évaluer la contrepartie, ce qui a accru le prix d'acquisition relatif au regroupement d'entreprises de 20,3 millions \$ et a augmenté d'un montant équivalent l'écart d'acquisition comptabilisé au bilan consolidé.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010

Par opposition aux exigences susmentionnées, les différences suivantes continuent de s'appliquer :

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition font partie des coûts d'acquisition, et la contrepartie transférée a été évaluée à la date de l'annonce. Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010 n'ont pas été retraités afin de respecter les conventions comptables décrites ci-dessus.

3. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

	30 septembre 2010		31 mars 2010	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	1 079 216 \$	1 215 920 \$	282 686 \$	342 916 \$
Actions et débiteures convertibles	188 607	20 309	79 098	21 221
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs	1 074	–	971	–
	1 268 897 \$	1 236 229 \$	362 755 \$	364 137 \$

Au 30 septembre 2010, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2010 à 2060 (de 2010 à 2060 au 31 mars 2010) et portaient intérêt à des taux allant de 0,50 % à 14,00 % (de 0,50 % à 14,00 % au 31 mars 2010).

4. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**Débiteurs**

	30 septembre 2010	31 mars 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 811 125 \$	932 408 \$
Clients	628 048	503 733
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	490 352	475 220
Divers	57 890	61 563
	2 987 415 \$	1 972 924 \$

Créditeurs et charges à payer

	30 septembre 2010	31 mars 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 637 579 \$	949 595 \$
Clients	1 384 721	1 188 545
Divers	235 437	170 006
	3 257 737 \$	2 308 146 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des opérations de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés ainsi que les montants liés aux contreparties des courtiers.

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les espèces sont livrées et des intérêts étant versés lorsque les espèces sont reçues.

Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties au comptant livrées et reçues dans le cadre des opérations. Les opérations d'emprunt de titres exigent que la Société dépose une somme au comptant, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie au comptant ou une autre garantie d'un montant généralement supérieur à la valeur marchande du titre prêté. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres empruntés et prêtés par rapport à la garantie au comptant et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre une partie de la garantie déposée pour s'assurer que ces opérations sont assorties d'une sûreté suffisante.

Les titres pris en pension et les titres mis en pension représentent des opérations de financement garanties. La Société prend des titres en pension, met des titres en pension, surveille chaque jour la valeur marchande de ces titres ou obtient des garanties additionnelles au besoin.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières («OCRCVM») et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 septembre 2010, et respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,05 % à 0,00 % au 31 mars 2010).

5. GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition du plein contrôle de Genuity, une entreprise de services-conseils et de restructuration indépendante et de premier plan au Canada. L'opération a été réalisée le 23 avril 2010 pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 271,9 millions \$ et d'une somme de 30,0 millions \$. Les actions émises ont été évaluées à 10,26 \$ l'action d'après le cours de clôture au 22 avril 2010, soit la veille de la réalisation de l'opération. En outre, les vendeurs ont reçu 28,0 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement par suite de la réalisation de l'opération. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises dans le cadre du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans.

Cette opération a été comptabilisée selon le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», du *Manuel de l'ICCA* [note 2], suivant la méthode de l'acquisition. L'état des résultats consolidé inclut les résultats de Genuity depuis la date de la clôture, soit le 23 avril 2010. La Société n'a pas présenté l'apport aux produits et au bénéfice net de Genuity pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010 comme l'exige le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, puisque la Société juge qu'il est impraticable de fournir ces informations. La Société a entièrement intégré les activités et les registres comptables de Genuity dans son secteur d'exploitation Canaccord Genuity; de ce fait, la Société n'est pas en mesure de distinguer les produits et le bénéfice net provenant de Genuity depuis l'acquisition du 23 avril 2010.

Les coûts liés à cette opération ont totalisé 11,0 millions \$ pour les six mois terminés le 30 septembre 2010. Ils comprennent les honoraires professionnels et de conseil, les frais de résiliation de baux et les frais de restructuration liés au personnel engagé dans le cadre de cette acquisition.

Coûts liés aux acquisitions

Indemnités de départ	5 968 \$
Frais de résiliation de baux	2 800
Honoraires professionnels et de conseil	869
Divers	1 353
Total	10 990 \$

Le prix d'acquisition, soit la juste valeur de la contrepartie versée à la date de l'acquisition, et la juste valeur de l'actif net acquis à la date de l'acquisition sont comme suit :

Contrepartie versée

Espèces	58 000 \$
Actions ordinaires émises (26,5 millions d'actions d'une valeur de 10,26 \$ l'action)	271 900
	329 900 \$

Actif net acquis

Actifs corporels nets	28 212 \$
Actifs incorporels identifiables	79 050
Passif d'impôts futurs	(19 436)
Écart d'acquisition	242 074
	329 900 \$

Les actifs corporels nets acquis comprenaient des débiteurs de 8,8 millions \$. L'écart d'acquisition de 242,1 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers intermédiaires non vérifiés et qui reposent sur les renseignements qui étaient alors à sa disposition. Ces montants peuvent être modifiés à mesure que les valeurs faisant l'objet d'estimations sont établies de manière définitive. Aucun montant n'a été modifié au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2010.

6. ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

	Écart d'acquisition	Actifs incorporels identifiables				Total
		Marques	Relations clients	Carnet de commandes	Ententes de non-concurrence	
Montant brut						
Solde au 1 ^{er} avril 2010	–	–	–	–	–	–
Ajouts	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Solde au 30 septembre 2010	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Amortissement						
Solde au 1 ^{er} avril 2010	–	–	–	–	–	–
Amortissement	–	–	(1 015)	(1 633)	(618)	(3 266)
Solde au 30 septembre 2010	–	–	(1 015)	(1 633)	(618)	(3 266)
Valeur comptable nette						
30 septembre 2010	242 074 \$	44 930 \$	24 435 \$	– \$	6 419 \$	75 784 \$

Les actifs incorporels correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients, des carnets de commandes et des ententes de non-concurrence. Les relations clients, les carnets de commandes et les ententes de non-concurrence ont une durée déterminée et sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les périodes d'amortissement estimatives résiduelles de ces actifs incorporels amortissables sont comme suit :

• Relations clients	11 ans
• Carnets de commandes	0,4 an
• Ententes de non-concurrence	5 ans

L'amortissement des actifs incorporels est comptabilisé à l'état des résultats dans la dotation aux amortissements. Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2010, l'amortissement des actifs incorporels a été respectivement de 1,9 million \$ et de 3,3 millions \$.

Les marques sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels

Aux fins des tests de dépréciation, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity ont été attribués aux activités canadiennes de l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity. Aucun changement de situation ni aucun événement n'indiquait que la valeur comptable de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels avait été dépréciée au 30 septembre 2010. Par conséquent, aucun test de dépréciation intermédiaire n'a été effectué. Le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels à durée indéterminée sera effectué le 31 mars 2011.

7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition fédéral et provincial combiné ou le taux d'imposition de l'État du fait des éléments qui suivent :

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2010	30 septembre 2009	30 septembre 2010	30 septembre 2009
Impôts sur les bénéfices au taux estimatif prévu par la loi	3 895 \$	2 330 \$	5 910 \$	7 204 \$
Moins : différence des taux d'imposition des administrations étrangères	(197)	265	(49)	55
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	309	342	912	674
Variation de la provision pour moins-value liée aux pertes d'exploitation aux États-Unis	(343)	(1 879)	(1 494)	(2 696)
Variation de l'actif d'impôts futurs – période de résorption des écarts temporaires	230	194	257	1 426
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	334	(137)	1 050	1 335
Charge d'impôts sur les bénéfices – exigibles et futurs	4 228 \$	1 115 \$	6 586 \$	7 998 \$

8. DETTE SUBORDONNÉE

	30 septembre 2010	31 mars 2010
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	15 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM.

9. ACTIONS ORDINAIRES

	30 septembre 2010		31 mars 2010	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires	82 552 764	531 615 \$	55 571 133	254 553 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(4 744 750)	(39 993)	(4 475 468)	(35 280)
Détenues dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 10]	(3 256 405)	(33 752)	(3 201 274)	(33 582)
	74 551 609	457 870 \$	47 894 391	185 691 \$

Le capital social de la Financière Canaccord Inc. se compose de ce qui suit :

i) Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale
Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

ii] Émis et entièrement libéré

Actions ordinaires	Nombre d'actions	Montant
Solde au 30 septembre 2009	55 359 489	252 715 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions [note 10]	253 080	2 009
Actions annulées	(41 436)	(171)
Solde au 31 mars 2010	55 571 133	254 553
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity, déduction faite des frais d'émission [note 5]	26 500 000	271 900
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions [note 10]	481 631	5 162
Solde au 30 septembre 2010	82 552 764	531 615 \$

iii] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions sont amortis sur une période d'acquisition des droits pouvant atteindre cinq ans. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] Résultat par action

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de six mois terminées les</i>	
	<i>30 septembre 2010</i>	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2010</i>	<i>30 septembre 2009</i>
Résultat de base par action				
Bénéfice net de la période	9 711 \$	6 746 \$	14 586 \$	15 858 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	74 235 155	48 536 387	70 836 180	48 420 751
Résultat de base par action	0,13 \$	0,14 \$	0,20 \$	0,33 \$
Résultat dilué par action				
Bénéfice net de la période	9 711 \$	6 746 \$	14 586 \$	15 858 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	74 235 155	48 536 387	70 836 180	48 420 751
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	4 744 750	3 746 523	4 744 750	3 746 523
Effet dilutif des options sur actions (nombre) [note 10]	184 745	24 909	152 550	10 734
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 10]	3 476 002	3 020 875	3 526 132	3 061 594
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) [note 10]	335 047	261 418	317 966	205 189
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	82 975 699	55 590 112	79 577 578	55 444 791
Résultat dilué par action	0,12 \$	0,12 \$	0,18 \$	0,28 \$

10. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Options sur actions

La Société attribue des options sur ses actions ordinaires à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquièrent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans après la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un congédiement); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il ait été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur marchande des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,82 \$ au 30 septembre 2010.

En mai 2010, la Société a attribué un total de 150 000 options sur actions à six administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 8,39 \$ l'action.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société attribuées aux administrateurs et aux hauts dirigeants au 30 septembre 2010 et des variations survenues au cours de la période de six mois terminée à cette date.

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 30 septembre 2009	2 499 993	9,91 \$
Attribuées	-	-
Solde au 31 mars 2010	2 449 993	9,91
Attribuées	150 000	8,39
Solde au 30 septembre 2010	2 599 993	9,82 \$

<i>Options en cours</i>				<i>Options exerçables</i>	
<i>Fourchette du prix d'exercice</i>	<i>Nombre d'options</i>	<i>Durée contractuelle restante moyenne pondérée</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>	<i>Nombre d'options exerçables</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>
23,13 \$	100 000	1 an	23,13 \$	75 000	23,13 \$
7,21-9,48	2 499 993	3,85 ans	9,28	93 750	8,51
7,21-23,13 \$	2 599 993	3,74 ans	9,82 \$	168 750	15,01 \$

La juste valeur de chaque option sur action a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes. Les hypothèses suivantes ont été utilisées à l'égard des options attribuées en mai 2010 :

	<i>Attribution - mai 2010</i>
Rendement de l'action	2,00 %
Volatilité prévue	44,00 %
Taux d'intérêt sans risque	1,94 %
Durée prévue	4 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2010, des charges de rémunération respectives de 0,5 million \$ et 0,9 million \$ ont été constatées (0,2 million \$ et 0,3 million \$ pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 septembre 2009).

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unités d'actions temporairement incessibles, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Le coût des unités d'actions temporairement incessibles est amorti sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2010, des charges de rémunération de 4 825 \$ et de 11 678 \$ ont été constatées (5 611 \$ et 10 818 \$ pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2009).

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de six mois terminées les</i>	
	<i>30 septembre 2010</i>	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2010</i>	<i>30 septembre 2009</i>
Nombre d'attributions en cours au début de la période	5 769 872	4 974 663	5 317 945	4 602 385
Attribuées	76 658	995 136	1 625 499	1 903 460
Actions dont les droits sont acquis	(717 832)	(522 548)	(1 799 995)	(1 058 594)
Extinctions	(39 142)	-	(53 893)	-
Attributions en cours à la fin de la période	5 089 556	5 447 251	5 089 556	5 447 251

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de six mois terminées les</i>	
	<i>30 septembre 2010</i>	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2010</i>	<i>30 septembre 2009</i>
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de la période	2 858 544	3 252 159	3 201 274	3 075 300
Actions acquises	952 953	76 652	1 451 953	648 581
Actions libérées à l'acquisition des droits	(555 092)	(396 879)	(1 396 822)	(791 949)
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de la période	3 256 405	2 931 932	3 256 405	2 931 932

11. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important relativement aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec les parties liées décrites ci-dessus :

	<i>30 septembre 2010</i>	<i>31 mars 2010</i>
Débiteurs	32 626 \$	39 534 \$
Créditeurs et charges à payer	88 346	82 299

12. INFORMATION SECTORIELLE

Les deux secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le secteur Gestion du patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion du patrimoine Canaccord.

Les segments d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation avant impôts sur les bénéfices.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs.

L'amortissement du matériel et des améliorations locatives est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des actifs incorporels identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, du fait qu'il se rapporte à l'acquisition de Genuity. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>							
	<i>30 septembre 2010</i>				<i>30 septembre 2009</i>			
	<i>Canaccord Genuity</i>	<i>Gestion du patrimoine Canaccord</i>	<i>Non sectoriel et autres</i>	<i>Total</i>	<i>Canaccord Genuity</i>	<i>Gestion du patrimoine Canaccord</i>	<i>Non sectoriel et autres</i>	<i>Total</i>
Produits	96 963 \$	44 539 \$	7 783 \$	149 285 \$	78 475 \$	40 138 \$	5 131 \$	123 744 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	72 603	36 119	17 746	126 468	61 305	31 982	15 203	108 490
Amortissement	2 788	575	343	3 706	926	618	362	1 906
Frais de développement	2 171	2 425	576	5 172	1 787	2 613	1 087	5 487
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	19 401 \$	5 420 \$	(10 882) \$	13 939 \$	14 457 \$	4 925 \$	(11 521) \$	7 861 \$

Pour les périodes de six mois terminées les

	30 septembre 2010				30 septembre 2009			
	Canaccord Genuity	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits	197 115 \$	91 746 \$	12 341 \$	301 202 \$	163 972 \$	80 323 \$	16 912 \$	261 207 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	143 762	72 770	35 262	251 794	126 535	64 643	31 005	222 183
Amortissement	5 136	1 194	660	6 990	1 884	1 220	723	3 827
Frais de développement	4 452	4 858	946	10 256	4 731	4 518	2 092	11 341
Coûts liés aux acquisitions [note 5]	10 990	-	-	10 990	-	-	-	-
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	32 775 \$	12 924 \$	(24 527) \$	21 172 \$	30 822 \$	9 942 \$	(16 908) \$	23 856 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les quatre segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2010	30 septembre 2009	30 septembre 2010	30 septembre 2009
Canada				
Produits	109 493 \$	79 190 \$	218 411 \$	167 124 \$
Matériel et améliorations locatives	27 712	29 533	27 712	29 533
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	317 858	-	317 858	-
Royaume-Uni				
Produits	18 338 \$	13 775 \$	34 783 \$	34 700 \$
Matériel et améliorations locatives	4 667	5 843	4 667	5 843
États-Unis				
Produits	21 093 \$	30 137 \$	47 799 \$	57 316 \$
Matériel et améliorations locatives	5 084	6 342	5 084	6 342
Autre établissement étranger				
Produits	361 \$	642 \$	209 \$	2 067 \$

13. GESTION DU CAPITAL

L'entreprise a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat étendu ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-dessous présente le sommaire de notre capital au 30 septembre 2010.

Type de capital	Valeur comptable	Pourcentage du capital
30 septembre 2010		
Actions ordinaires	457 870 \$	65,9 %
Surplus d'apport	52 079	7,5 %
Bénéfices non répartis	200 237	28,9 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(30 914)	(4,5) %
Capitaux propres	679 272	97,8 %
Dette subordonnée	15 000	2,2 %
	694 272 \$	100,0 %
31 mars 2010		
Actions ordinaires	185 691 \$	44,6 %
Surplus d'apport	57 351	13,8 %
Bénéfices non répartis	194 007	46,6 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(35 304)	(8,5) %
Capitaux propres	401 745	96,5 %
Dette subordonnée	15 000	3,5 %
	416 745 \$	100,0 %

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par les organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités actuelles et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance;
- génère de la valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'OCRCVM.
- Canaccord Genuity Limited est réglementée par la Financial Services Authority du Royaume-Uni et est membre de la Bourse de Londres.
- Canaccord Genuity Inc. et Genuity Capital Markets USA Corp. sont des courtiers en valeurs mobilières inscrits aux États-Unis et sont assujetties principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord International Ltd. est assujettie à la réglementation de la Banque centrale de la Barbade.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des opérations en cours et des exigences en matière de prise ferme et de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir les liquidités et les autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

14. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2012	24 001	\$
2013	21 432	
2014	18 787	
2015	17 496	
2016	14 683	
Par la suite	32 703	
	129 102	\$

Éventualités

Au cours de la période, les éventualités de la Société, présentées à la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés déposés dans SEDAR le 19 mai 2010, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes, à l'exception de ce qui suit :

Genuity a été désignée à titre de codéfendeur dans le cadre d'un recours collectif alléguant la sollicitation inappropriée auprès d'employés de la demanderesse, le complot, l'incitation à la rupture de contrat, l'ingérence dans des relations commerciales, le manquement à des obligations fiduciaires, l'utilisation inappropriée de renseignements confidentiels et l'appropriation indue de possibilités favorables pour l'entreprise. La demanderesse réclame à Genuity des dommages-intérêts généraux devant être déterminés par la cour ainsi qu'un compte rendu des avantages reçus par l'ensemble des parties dans le cadre de ces activités alléguées. Une poursuite a également été intentée contre l'ensemble des parties à l'égard de dommages-intérêts punitifs d'un montant de 10,0 millions \$. La direction croit pouvoir opposer une défense à ces poursuites et qu'aucun passif n'en résultera pour Genuity. Comme la Corporation Canaccord Genuity a pris en charge la totalité des actifs et des passifs de Genuity, elle peut être assujettie à toute décision qui pourrait être défavorable pour Genuity relativement à ce litige.

15. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 2 novembre 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 10 décembre 2010 aux actionnaires inscrits le 19 novembre 2010.

16. CHIFFRES DES EXERCICES PRÉCÉDENTS

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour les états financiers intermédiaires de l'exercice 2011.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

SIÈGE SOCIAL

Adresse du bureau

Financière Canaccord Inc.
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada

Adresse postale

P.O. Box 10337
Pacific Centre
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2
Canada

INSCRIPTIONS EN BOURSE

Bourse de Toronto : CF

AIM : CF.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Jamie Kokoska
Directrice, Relations et communications
avec les investisseurs
Suite 3000 – 161 Bay Street
Toronto (Ontario)
Canada
Téléphone : 416-869-7293
Télécopieur : 416-947-8343
Courriel :
investor.relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ANALYSTES

Scott Davidson
Directeur général,
chef du service du marketing et
des communications mondial
Téléphone : 416-869-3875
Courriel :
scott.davidson@canaccord.com

Le rapport annuel 2010 de Financière Canaccord Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

DATES DE PUBLICATION DES RÉSULTATS ET DES DIVIDENDES¹ PRÉVUES POUR L'EXERCICE 2011

	<i>Dates de publication des résultats prévues</i>	<i>Date de clôture des registres</i>	<i>Date de versement</i>
T1/11	5 août 2010	27 août 2010	10 septembre 2010
T2/11	3 novembre 2010	19 novembre 2010	10 décembre 2010
T3/11	10 février 2011	4 mars 2011	15 mars 2011
T4/11	18 mai 2011	3 juin 2011	15 juin 2011

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les versements de dividendes dépendent de la conjoncture économique générale et de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

Services aux investisseurs

Computershare inc.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 1-800-564-6253
(sans frais en Amérique du Nord)
514-982-7555 (international)
Télécopieur : 1-866-249-7775
(sans frais en Amérique du Nord) ou
416-263-9524 (international)
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com
Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

INFORMATION FINANCIÈRE

Pour consulter de l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com/fr/ir.

VÉRIFICATEUR

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

CONSEILLER DÉSIGNÉ ET

COURTIER CONJOINT
Charles Stanley Securities
Londres, Royaume-Uni

COURTIER CONJOINT

Keefe, Bruyette & Woods Limited
Londres, Royaume-Uni

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ

www.canaccordfinancial.com